40 ANS DE VIE POLITIQUE : ENTRETIEN AVEC JEAN-MARIE LE PEN p. 16

L'ACTION FRANÇAISE 2000

4 € I N° 2814 I 65e année I Du 7 au 20 avril 2011 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

Pour l'union des patriotes

Page 3

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

Face aux OPA françaises : protectionnisme en Italie ..... p. 2

✓ POLITIQUE

Cantonales : carton pour l'abstention ..... p. 4

✓ SOCIÉTÉ

L'affaire Boulin, symbole d'une république nauséabonde ..... p. 5

Bioéthique : les sénateurs entrent en scène ..... p. 6

✓ MONDE

Belgique : scandale autour d'un voyage princier ..... p. 7

La souveraineté balayée par l'ingérence ..... p. 8

Les hélicoptères français en guerre dans le ciel afghan .. p. 8

Syrie : Assad échappe à la révolte du monde arabe ... p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Boileau célébré ..... p. 10

Tellement britanniques... ..... p. 11

✓ HISTOIRE

La Libye, de la Grèce antique au colonel Kadhafi ..... p. 12

✓ IDÉES

Xavier Darcos, l'école et la nation ..... p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

Un regard réactionnaire sur la science-fiction ..... p. 14

M 01093 - 2814 - F: 4,00 €

Cavalier seul

APRÈS LES RÉSULTATS prometteurs des cantonales et des sondages toujours favorables, Marine Le Pen assure depuis quelques jours qu'aux législatives de 2012 le FN laissera la place à un rassemblement des patriotes de droite et de gauche dont elle n'a pas dit encore le nom qu'il prendrait.

Voilà qui n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. La présidence du RIF, l'animation d'une émission sur *Radio Courtoisie* et celle des *Cahiers de l'indépendance* ne lui prennent pas suffisamment de son temps pour que Paul-Marie Coûteaux, ancien député souverainiste de 1999 à 2009, ait cru bon, jeudi 31 mars 2011, de répondre favorablement à l'appel de Marine Le Pen.

Une bonne recrue pour le FN ? « *Un maximum d'emmerdes pour un minimum de voix* » disait Chevènement de Coûteaux qui avait pourtant appelé à voter pour lui en 2002. Limitons-là notre perfidie. N'allons pas croire que l'ennui pousse à faire et dire exclusivement des bêtises. D'ailleurs Coûteaux n'est pas à son premier appel du genre et son calcul politique n'est pas dépourvu de bon sens. Il ne peut que constater « *l'écho croissant* » du FN auprès des Français et notamment des jeunes, et signe des deux mains le discours d'investiture prononcé par Marine Le Pen en janvier dernier.

« *Elle est en position de force mais elle a besoin de partenaires* » résume Coûteaux. D'où un appel vibrant aux souverainistes du MPF de Villiers à DLR de Dupont-Aignan. Las ! Le député-maire de l'Essonne veut continuer de jouer cavalier seul et va jusqu'à déclarer : « *Marine Le Pen est une bonne candidate de premier tour et une très mauvaise candidate de second tour. Je pense que ma capacité de rassemblement est plus importante...* »

Certes, Maurras l'affirmait, le désespoir en politique est une absurdité mais tant d'optimisme nous invite à un peu de compassion. Nicolas Dupont-Aignan veut aller jusqu'au bout de son ambition sans alliance compromettante, selon le principe du mieux vaut être un petit premier qu'un grand second. Alors qu'il n'y a guère de différences idéologiques entre FN et DLR - refus de l'euro, rétablissement des frontières, soutien à la République - Dupont-Aignan craint d'être noyé. Mais au lieu de brailler Debout La République, ne vaudrait-il pas mieux crier Debout la France ? ❑

Marc Savina

« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

❑ ITALIE-FRANCE

Protectionnisme patrimonial

Outre son influence en Libye, la France menacerait le tissu entrepreneurial de l'Italie. La prise de participation de Lactalis dans le géant Parmalat a mis le feu aux poudres, suscitant la réaction du gouvernement.

Il semble loin le temps où, lors des sommets bilatéraux, Sarkozy et Berlusconi affichaient ostensiblement une entente sans nuage et leur style commun. Aujourd'hui, les relations franco-italiennes traversent une passe difficile, du fait de divergences d'intérêts économiques et de crispations nationales générées par un contexte géostratégique anxiogène.

Migration sauvage

Aux avant-postes du conflit en Libye, l'Italie a peu apprécié les initiatives "unilatérales" de la France et du Royaume-Uni ; c'est ainsi que le gouvernement Berlusconi a demandé, et obtenu, que le commandement militaire des opérations soit assuré par l'Otan. Conséquence de la guerre menée contre Kadhafi et de la précarisation de l'économie tunisienne, l'afflux d'immigrants arabes dans l'île de Lampedusa ; l'an dernier, cette immigration clandestine s'était notablement ralentie grâce aux mesures coercitives appliquées par le régime de Ben Ali et surtout celui de Kadhafi. Les autorités italiennes sont débordées et se heurtent à une absence de solidarité de la part de l'Union européenne, la Commission de Bruxelles n'évoquant qu'un vague soutien financier.
Silvio Berlusconi s'est rendu en ce début de semaine à Tunis pour demander au nouveau premier ministre Beji Caïd Essebsi de bloquer le flux migratoire et d'accepter le rapatriement de ses ressortissants, en échange d'une aide de 80 millions d'euros. En attendant, pour décongestionner Lampedusa, plusieurs milliers de migrants ont été transférés dans d'autres régions, notamment dans les Pouilles. Mais nombre d'entre eux, échappant à la surveillance, se retrouvent dans le Nord, à la frontière française où, suivant les instructions de Claude Guéant, les forces de l'ordre tentent de les refouler en territoire italien.

L'appétit des investisseurs français pour les firmes italiennes paraît insatiable...

Dans une *interview* au *Corriere della Sera* du 2 avril, François Fillon a affirmé qu'il n'y avait pas d'autre solution que de renvoyer les clandestins chez eux. Devant la dégradation de la situation du côté de Vintimille, Berlusconi et Sarkozy pourraient bientôt se rencontrer pour discuter des problèmes posés par l'immigration sauvage.

Dispositif anti-OPA

C'est dans ce climat électrique que sont survenus d'autres tiraillements franco-italiens, d'ordre économique ceux-là. En jeu, du point de vue de Rome, la défense du tissu entrepreneurial italien convoité par des groupes français accusés de menées prédatrices. Le rachat du joaillier Bulgari par LVMH avait déjà éveillé la méfiance du ministre de l'Economie Giulio Tremonti. Mais ce qui allait suivre devait provoquer inquiétude et colère, en particulier l'ire d'Umberto Bossi et des léguistes.
C'est la prise de participation (à hauteur de 29 %) du groupe français Lactalis dans le géant Parmalat, fleuron de l'agro-alimentaire italien, qui a mis le feu aux poudres. Il est vrai que l'appétit des investisseurs français pour les firmes italiennes paraît insatiable. Outre le cas Lactalis-Parmalat, EDF ambitionne de prendre le contrôle de l'énergéticien Edison ; pour sa part, GDF possède 10 % d'une société romaine d'énergie et d'eau ; Air France détient 25 % du capital d'Alitalia ; Auchant et Carrefour, dont les enseignes sont très présentes dans la péninsule, ont racheté deux chaînes de supermarchés ; tout récemment, le groupe marseillais Marbour s'est lancé à l'assaut d'une société rizicole de Pavie.
Pour contrer cette "invasion" française, le gouvernement italien a adopté en urgence un dispositif anti-OPA visant principalement quatre secteurs considérés comme stratégiques : agro-alimentaire, énergie, défense, télécommunications. Tout groupe étranger voulant lancer une OPA – obligatoire pour franchir le seuil de 30 % du capital – sur une entreprise de ces secteurs devra en informer au préalable le gouvernement et les autorités de tutelle italiennes. Le Conseil des ministres a, par ailleurs, adopté un décret-loi autorisant les entreprises cotées à repousser leur assemblée générale jusqu'à la fin de juin prochain, le temps de mettre en place une éventuelle alliance d'investisseurs italiens. Parmalat vient d'user de cette possibilité ; d'ici à la fin juin, un fonds spécial serait créé avec la participation d'un consortium bancaire afin de pouvoir écarter les OPA inamicales. Devant l'accumulation des obstacles, le français Groupama a renoncé à ses visées sur l'assureur italien Fondiaria-Sai.

Réciprocité

Toujours au nom d'un patriotisme économique qui bouscule la *doxa* libérale, le ministère italien de l'Économie se réserve le droit d'envisager d'autres interventions législatives. La Commission européenne aura sans doute son mot à dire. Mais Giulio Tremonti estime que les mesures de protection, déjà prises ou à l'étude, ne font qu'obéir à un principe de réciprocité, un dispositif analogue existant depuis 2005 en France dans les secteurs stratégiques. « *Nous ne faisons que traduire en italien la loi française* », explique benoîtement le ministre de l'Économie. À titre d'exemple, Danone, un temps convoité par l'américain PepsiCo, avait été classé "stratégique" par l'État français il y a six ans.
Ce protectionnisme patrimonial déconcerte évidemment les idéologues du libéralisme économique. Mais il n'est pas propre à l'Italie, ni à la France, qui dispose d'un Fonds stratégique d'investissement, sorte de fonds souverain, pour faire face aux agissements d'investisseurs indésirables. La Grande-Bretagne possède un organisme de régulation des fusions-acquisitions et chacun sait que les États-Unis comme la Chine pratiquent sans vergogne un protectionnisme qui ne dit pas son nom. Où l'on voit que le principe de réalité ne joue pas toujours en faveur d'une libéralisation à tout-va. ■

Guy C. Menusier

» PETIT POUCET

États-Unis et Suisse continuent de drainer la plupart des fortunes. À côté, « *les acteurs français de la gestion privée font figure de Petit Poucet* », commente *La Tribune* (30/03/2011). Les actifs gérés par BNP-Paribas, le Crédit agricole et la Société Générale représenteraient, ensemble, seulement 37 % de ceux de Morgan Stanley.

» CAPITAUX

Tandis que le "patriotisme économique" conquiert l'Italie (voir ci-contre), Yoplait passe sous contrôle américain, ainsi que Converteam, un spécialiste de la conversion de l'énergie électrique racheté par General Electric ; un Chilien accroit par ailleurs sa participation (de 9 à 20 %) au capital de Nexans, le géant français du câble. Mais parallèlement, l'équipementier Valeo ouvre deux sites en Chine, Total se prépare à y exploiter un gisement gazier, EADS jetant quant à lui son dévolu sur le Canadien Vector Aerospace, par l'entremise de sa filiale Eurocpter. Ainsi va la mondialisation.

» SPÉCULATION

En pleine mondialisation, les autorités publiques conservent quelques ressources face aux phénomènes spéculatifs. En témoigne l'action concertée des banques centrales du G7, qui a contribué à ralentir la flambée du yen. Anticipée par les marchés financiers, celle-ci peut apparaître paradoxal : elle résulte du rapatriement de capitaux vers un Japon sinistré.

CRISE DE LA DETTE

Sur le front de l'euro

En dépit des efforts d'affichage consentis par les dirigeants européens, la crise perdure sur le front des dettes souveraines.

Réunis en Conseil européen les 24 et 25 mars, les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne ont adopté le "Pacte pour l'euro plus", dessinant par ailleurs les contours du futur Mécanisme européen de stabilité (MES). Cela n'a pas suffi à rassurer les marchés, dont l'inquiétude se focalise sur le Portugal, fragilisé par l'échec du Premier ministre José Socrates ; témoin, son taux d'emprunt à cinq ans, qui a flirté avec les 10 % ! Athènes a même fait les frais des annonces officielles, lesquelles ont accru, aux yeux des agences de notation, la probabilité d'une restructuration de sa dette (aux dépens des créanciers donc). Une option officiellement exclue, dont le FMI ferait néanmoins la promotion dans les coulisses, selon le *Spiegel* (*Euractiv*, 04/04/2011).

Méthode Coué

Appliquant la méthode Coué, les responsables politiques récusent *a fortiori* l'hypothèse d'un défaut public, au point de l'avoir bannie du scénario des "tests de résistance" appliqués aux banques européennes dans les prochaines semaines. Parallèlement, ils continuent de vilipender les agences, dont les prophéties pourraient certes s'avérer auto-réalisatrices. En réaction, celles-ci auraient menacé de suspendre l'évaluation des pays les plus risqués – quitte à les exclure de l'horizon des investisseurs... La Banque centrale européenne s'émancipe toutefois de leur influence : elle accordera des prêts sans exiger qu'une notation minimum soit associée aux obligations irlandaises apportées en garantie par les banques. Ce "coup de pouce" intervient alors que 24 milliards d'euros supplémentaires s'avèrent nécessaires pour secourir le système bancaire irlandais. « *C'est un montant énorme* », commente Jean-Marc Vittori (*Les Échos*, 01/04/2011). « D'autant plus que les pouvoirs publics ont déjà injecté 46 milliards d'euros dans le système bancaire. Si les établissements français avaient connu une déroute d'une telle ampleur, l'État aurait dû débourser près de 900 milliards d'euros pour les renflouer. » C'est dire le gouffre dans lequel on s'enfonce... ■

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
Politique : François Marcilhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, , Marc Savina
Société : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc
Économie & Social : Guy C. Menusier
Europe : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier
Monde : Philippe Maine, Pascal Nari
Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens
Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler
Chroniques : Jean-Baptiste Morvan
Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac
Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

Pour l'union des patriotes

Les semaines passent et se ressemblent. Outre la Syrie, dont le pouvoir fait face avec détermination à la contestation en tirant sur les manifestants, en Libye les insurgés peinent toujours, à l'heure où nous écrivons, à chasser Kadhafi en dépit de l'aide reçue par l'OTAN, dont l'action, comme en Afghanistan, n'est pas exempte de bavures alors même que l'engrenage se profile : la résolution 1973 de l'ONU est déjà outrepassée, avec l'action à terre des forces spéciales américaines, en dépit des hésitations initiales d'Obama...

Quant à la Côte-d'Ivoire, les événements s'y sont précipités, mais la victoire de Ouattarra risque d'avoir un goût amer : ses partisans ne sont pas les colombes de la paix que n'ont cessé de nous dépeindre depuis plusieurs mois des *media* occidentaux manichéens parce que "politiquement corrects"... Oui, les élus de la "communauté internationale" sont capables, eux aussi, de commettre des massacres et les cadavres se comptent déjà par centaines... voire par milliers. Comme l'écrit Bernard Lugan, « *en Côte d'Ivoire comme en Libye, ce ne sont pas de "bons" démocrates qui combattent de "méchants" dictateurs, mais des tribus* [en Libye] *ou des ethnies* [en Côte d'Ivoire] *qui s'opposent en raison de fractures inscrites dans la longue durée* » [1] – une longue durée que, précisément, l'idéologie des droits de l'homme, alliée à des intérêts bien compris, ignore superbement.

Empoignades nucléaires

En France, l'actualité internationale s'invite dans le débat pour la présidentielle au travers du drame redoublé vécu par les Japonais. Car au lendemain de la publication de leur programme économique et social pour 2012, les socialistes, favorables à une sortie du "tout nucléaire" s'opposent déjà aux écologistes, qui militent pour une sortie du nucléaire pure et simple. Dans l'attente d'une éventuelle candidature de Nicolas Hulot, qui se fait autant désirer chez les écologistes que DSK chez les socialistes, c'est la perspective, à gauche, de belles empoignades où les premiers auront pour concurrent... Jean-Luc Mélenchon, puisque celui-ci s'est prononcé, lui aussi, pour une sortie du nucléaire, en dépit de ses alliés communistes, traditionnellement favorables à l'atome... Une tragi-comédie politicienne d'où, comme d'habitude, est écartée toute réflexion approfondie. Il faudrait, pour cela, que les sujets cruciaux puissent échapper à la démagogie politicienne. Le roi, par sa présence, serait le garant d'une réflexion... durable, laquelle permettrait d'assurer une prise de décision indépendante des groupes de pression, conciliant, autant que possible, impératifs économiques et sécurité écologique.

Les socialistes : un programme mollasson

Les socialistes n'en ont pas moins pris un train d'avance sur une UMP dont la communication, outre l'affaire Lagarde-Tapie, est de plus en plus confuse, entre des réformes brouillonnes et-ou d'affichage (justice, sécurité, immigration, psychiatrie), des débats démagogiques (laïcité) ou toujours repoussés (maintien ou non de l'ISF), sans écho dans l'électorat, et la contestation désormais ouverte du président de la République, devenu un véritable boulet. Mais le PS a également pris de cours un Front national qui, pour sortir de son image de parti protestataire et s'ancrer dans le paysage électoral, doit devenir crédible à sortir la France de la régression économique et du chômage et convaincre du sérieux de sa proposition de sortie concertée de l'euro.

Certes, le programme des socialistes n'est lui-même qu'un ensemble de recettes éculées, de mesures cosmétiques et de vœux pieux, mais il a à la fois le mérite d'exister et des *leaders* ayant une stature gouvernementale pour le défendre. Pourtant, ce qu'il propose est bien faible : retour des emplois jeunes, encadrement des stages et du recours aux CDD ou à l'intérim, égalité salariale entre hommes et femmes, incitation fiscale à l'investissement des entreprises, CV anonyme, limitation des écarts de rémunérations de 1 à 20 (pour plaire à Mélenchon)... mais uniquement dans les entreprises dans lesquelles l'État a une participation, fin de l'exonération des heures supplémentaires, fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG. Bref, le PS a concocté un programme mollasson de centre gauche qui a pour avantage (politicien) et faiblesse (économique) de rompre symboliquement avec le sarkozysme sans tourner le dos aux exigences européennes : chaque candidat pourra placer le curseur en fonction de sa sensibilité ou... des intérêts qu'il représente.

Seule mesure véritablement intéressante : la création d'une "banque publique d'investissement", regroupant la Caisse des dépôts et consignations, Oséo, le Fonds stratégique d'investissement et la Banque postale, laquelle pourrait marquer le retour de l'État dans la stratégie industrielle. Mais ne rêvons pas : Bruxelles veillera et ce ne sont pas les socialistes qui feront de la résistance, surtout si c'est le candidat du FMI qui est élu... Quant au recrutement de 10 000 gendarmes et policiers en cinq ans, ils sera loin de compenser les dizaines de milliers de postes supprimés par Sarkozy et bien insuffisant pour lutter contre une insécurité dont le caractère de plus en plus tribal ne laisse pas d'inquiéter. Le programme sociétal du PS ? Chacun le connaît déjà. La mesure phare en sera le mariage homosexuel, avec droit d'adoption par les "couples" ainsi reconnus.

Nation et progrès

Aussi, pour mettre fin à l'imposture UMPS, Paul-Marie Coûteaux a-t-il lancé un appel à une « *alliance des patriotes* », en écho à la déclaration de Marine Le Pen, le soir du second tour des cantonales, assurant que le Front national serait le promoteur d'un « *rassemblement des patriotes de droite et de gauche* ». Dans la liste de ses "partenaires", le Rassemblement pour l'indépendance de la France, dont fait partie Coûteaux, inclut, outre le FN, le MPF de Philippe de Villiers et Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan... qui a déjà fait savoir en début de semaine qu'il tenait absolument à présenter sa propre candidature. C'est, quant à nous, dès le lendemain des cantonales que nous avons appelé à la « *recomposition du paysage politique autour des forces nationales. Il y faut toutefois un préalable : que celles-ci puissent, dans le cadre d'une alliance ouverte à tous les citoyens et responsables de bonne volonté, s'unir autour d'un projet cohérent. "Nation et progrès" : les Français dans leur grande majorité savent que si la nation, lieu de leurs libertés concrètes, ne peut pas tout, aucun progrès n'est possible sans elle.* » [2]

Il appartient, dans cette optique, à Marine Le Pen et à Paul-Marie Coûteaux d'avoir l'intelligence politique de n'écarter, *a priori*, de ce rassemblement aucune tradition nationale. C'est la première condition de la victoire. ❑

François Marcilhac

[1] Sur son blog, *L'Afrique réelle*, communiqué du 2 avril.
[2] Éditorial du mardi 29 mars 2011 publié sur le site Internet de l'Action française.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Au rendez-vous de Jeanne d'Arc

LE CORTÈGE traditionnel de la fête de Jeanne d'Arc, imposé par les camelots du Roi en 1912, au prix de 10 000 jours de prison, aura lieu le dimanche 8 mai. Retenez dès maintenant cette date. Rendez-vous le matin à 9 h 30 devant l'église de la Madeleine à Paris. Pour continuer cette tradition de l'Action française, tous nos amis, sympathisants, anciens et jeunes camelots se feront un devoir d'y participer.

Au service de la France, dans la ligne de Jeanne d'Arc, nous continuons de nous efforcer d'améliorer notre journal. Des campagnes d'abonnement nous amènent de nouveaux abonnés.
Par contre, notre souscription, qui nous est indispensable pour boucler notre budget, tarde à démarrer, nous créant de réels soucis financiers. Nous ne cesserons pas de le dire et de l'écrire : à la différence de tous les partis de gauche comme de droite, nous ne bénéficions d'aucune subvention.

Alors, si le journal vous intéresse, ne tardez pas, participez à la souscription par un don ou un versement automatique, mensuel ou trimestriel. Merci pour l'Action française. ■

Marielle Pujo

Liste n° 3

Virements réguliers : Marius Guigues, 10,68 ; Mlle Annie Paul, 15,24 ; Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; Robert Thomas (3 mois) 45,72 ;

Vente livres anciens, 30 ; Yves Lasfargues, 50.

Total de cette liste	**209,26 €**
Listes précédentes	1 292,40 €
Total	**1 501,66 €**

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de Mme Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

❑ CANTONALES

Carton pour l'abstention

Les élections cantonales ont été marquées par l'ampleur de l'abstention et la "vague bleu Marine". Au-delà, elles illustrent les dysfonctionnements de la démocratie locale, inhérents au régime républicain.

S'il y a bien un truisme qui rencontre un large écho au sein de la classe politico-médiatique, toutes tendances confondues, c'est le score d'un candidat inattendu qui s'est invité sans faire préalablement campagne et a même été confirmé au second tour, en dépit des "ni-ni" (ni PS, ni FN) et autres pseudo-cordons sanitaires : l'abstention.

À peine dix millions de votants sur les quelque vingt millions officiellement convoqués au renouvellement par tiers des assemblées départementales.

10 millions de votants

À peine dix millions de votants sur les quelque vingt millions officiellement convoqués au renouvellement par tiers des assemblées départementales. 55 %, soit "seulement" quatre points de moins qu'aux élections européennes de 2009 et deux points de plus qu'aux dernières régionales de 2010. L'abstention qui s'élevait déjà à près de 42 % aux régionales de 1998, à 52 % aux européennes de 1999, tout en frisant les 40 % aux cantonales de 1994 et 1998, semble s'enraciner durablement dans le paysage politique français. Même les élections municipales (presque 35 % au dernier scrutin de 2008) et législatives (40 % au second tour de 2007) sont gagnées par ce que le politologue Dominique Reynié appelle la « *dissidence électorale* », laquelle semble épargner, pour l'instant, la "reine" des votations, l'élection présidentielle (abstraction faite du taux exceptionnel de 31 % au second tour en 1969).

L'autre trait marquant de ces dernières cantonales de la Ve République est la poussée du Front national. Même si ce dernier perd environs 100 000 voix par rapport aux cantonales de 2004, il réalise au second tour une fourchette moyenne plutôt honorable comprise entre 35 et 40 % selon les cantons, tandis que dans le même temps, l'UMP et le PS perdent chacun un bon million de suffrages par rapport à 2004. Le « *coup d'épaule dans le système* » annoncé par Marine Le Pen au soir du second tour est réel, faisant ainsi miroiter une implantation lente mais inéluctable de son mouvement dans la politique locale. En effet, disposant d'élus dans les enceintes régionales, le FN pourrait théoriquement espérer en gagner davantage avec la mise en place, en 2014, des conseillers territoriaux se substituant aux actuels conseillers généraux et régionaux.

Un système verrouillé

Cependant, dans les faits, il y aura loin de la coupe aux lèvres à cause du double maintien tant du scrutin majoritaire uninominal à deux tours (en vigueur pour les cantonales) que du relèvement (de 10 à 12,5 % des électeurs inscrits) du nombre de suffrage pour qu'un candidat espère participer au second tour. De plus, la réforme instaurée par loi du 16 décembre 2010 (*cf. L'AF 2000*, n°2811) prévoit un découpage numérique calqué sur la carte cantonale actuelle, soit un minimum de quinze élus territoriaux par département, sachant que la représentation moyenne d'un département ne doit pas excéder un ratio de plus ou moins 20 % compris dans la moyenne des habitants par conseillers territorial !

La fine et délicate complexité du système pérennise, dès lors, le verrouillage actuel qui vise précisément (et sans ambiguïté) à confisquer les mandats supra-municipaux entre les mains de l'"Établissement" UMPS, notamment par le traditionnel jeu glauque des alliances "démocratiques" aussi circonstancielles que contre-nature. Comme l'observe Sylvain Roussillon dans le dernier numéro de *La Toile* (http://latoile.monarchiste.com) consacré à la décentralisation, on assiste à « *la réaffirmation d'une volonté de bipolarisation de la vie publique au sein d'un État "UMPS"* ». Finalement, dans notre ripoublique à bout souffle, il faut, comme l'écrivait Lampedusa dans *Le Guépard*, que tout change pour que rien ne change. Si, pour les royalistes décentralisateurs que nous sommes, la démocratie locale (les « *libertés en bas* » marrassiennes) est d'un haut intérêt politique, c'est à la condition qu'elle soit sincère pour être efficace. La monarchie fédérative ne sera qu'une république royalisée si elle perpétue ce féodalisme politicien qui gangrène le corps social par son clientélisme et sa captation endogame et oligarchique du bien commun.

Intérêts partisans

Sur ce point, Dominique Reynié soutient pourtant que « *lorsqu'elle devient massive, l'abstention accuse moins les titulaires des charges publiques ou la classe politique* [...] *que le mode de gouvernement* ». Mais en interrogeant crucialement le mode de gouvernement, l'abstention ne discrédite-t-elle pas par là même la nomenklatura politicienne ?

Le diagnostic avait déjà été posé par le Martégal dans sa fameuse Enquête sur la monarchie : « *De l'état de centralisation, une république* [...] *ne peut passer à l'état décentralisé. Et ceci pour une raison bien facile à saisir : les grands pouvoirs publics y sont électifs.* [...] *Loin donc qu'il puisse vouloir décentraliser, un gouvernement électif doit vouloir le contraire.* » Entendons-nous, car bien loin de réfuter le suffrage, il convient qu'il soit adapté à son objet, c'est-à-dire à la gestion des seules affaires locales et professionnelles de et par l'ensemble des citoyens organisés. En d'autres termes, la décentralisation véritable ne doit pas être appendue aux oukases de la capitale (qu'elle soit Paris ou Bruxelles). Les élections cantonales, version 2011, ont démontré, peut-être plus que leurs devancières, que les égoïstes intérêts partisans prévalaient sur les intérêts publics locaux. Battre ou faire battre le Front national est devenu l'alpha et l'oméga d'un personnel politique insipide et interchangeable, mentalement putréfié par la vacuité des idéologies à la mode, ayant oublié jusqu'à l'essence même du politique, comme à la réalité concrète du peuple. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

» FRONT NATIONAL

Nos confrères ne sont pas épargnés par la "vague bleu Marine". Cultivant son image de provocateur, Robert Ménard, ancien secrétaire général de Reporters sans frontières, se met à crier « *vive Le Pen* » – titre d'un pamphlet à paraître le 5 mai. Citant des "experts" critiques à l'égard du Front national, *La Tribune* (25/03/2011) nuance aussitôt leur jugement : « *Le succès du FN ne serait-il qu'affaire de représentations, de constructions politiques nées dans les débats publics et les alliances tactiques ? Ce n'est peut-être pas si simple* », affirme Valérie Segond, qui souligne « *l'explosion* » de l'immigration en Île-de-France (selon les conclusions du statisticien Bernard Aubry et de la démographe Michèle Tribalat). Quant au Conseil supérieur de l'audiovisuel, il aurait rappelé à l'ordre Radio France, après que Sophia Aram eut disserté le 23 mars, à l'antenne de *France Inter*, sur les « *gros cons* » accordant leur suffrage au FN ; teintée d'ironie, sa chronique taclait pourtant l'établissement politique....

» ALLIANCE ROYALE

Parmi les candidats présents aux élections cantonales sous l'étiquette de l'Alliance royale, Yves Méra s'est distingué : il a recueilli un peu plus de 4 % des suffrages exprimés au premier tour dans le canton d'Héricourt-Est (Haute-Saône).

» FÉMINISME

Une résolution sur « *l'égalité entre les femmes et les hommes en 2011* » a été adoptée par l'Assemblée nationale le 22 mars. Présentée, notamment, par les députés UMP Marie-Joe Zimmerman et Jean-François Copé (deux chantres de la parité), elle fustige les écarts de rémunération, mais aussi « *la rigidité des rôles attribués aux femmes et aux hommes* », accusée « *d'entraver leur choix et de limiter l'expression de leurs potentiels respectifs* ».

» DRAPEAUX

Faut-il « *réglementer l'usage d'un drapeau étranger dans l'espace public français* » ? C'est, en tout cas, l'avis du député UMP Guy Teisser, qui voudrait le soumettre à une déclaration préalable en préfecture. Il a déposé une proposition de loi en ce sens, censée répondre à « *une démarche provocatrice* ». Mais les crispations de la République permettront-elles de répondre au malaise identitaire qui s'empare de la nation ?

EXPOSITION

Georges Mathieu à l'honneur

UNE AFFICHE appliquée sur une porte de verre, aussitôt la rue est embellie, la magie d'une œuvre de Mathieu opère : l'élégance aussi bien que la force et le goût se réunissent. Nous devons ce plaisir au galériste Marc Boumendel, amateur d'art éclairé. L'historien Michel Bohbot préface le catalogue cette exposition-vente qui se tenait du 8 mars au 8 avril (Galerie DIL, 18 rue de Miromesnil, Paris). Il caractérise avec justesse l'originalité de Mathieu : « *La main est sûre d'elle-même, l'écriture foudroyante, le cri efficace et et multiplié.* » Salvador Dali parlait de « *décrets royaux* ». ❑

Joseph Santa-Croce

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

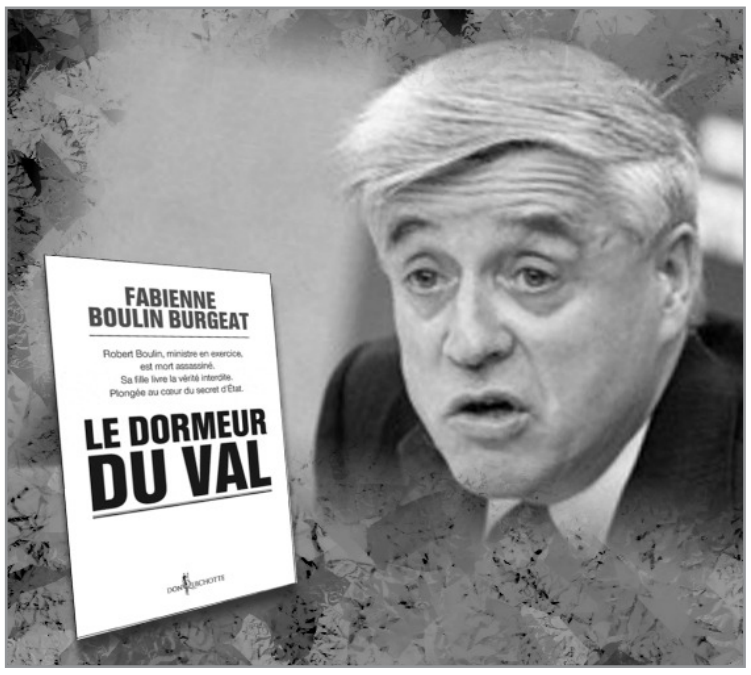
Voir p. 13

❑ AFFAIRE BOULIN

Un régime nauséabond

Il est des morts qui révèlent la corruption d'un régime. Témoin, le décès, en 1979, du ministre du Travail de Valéry Giscard d'Estaing. Descente au fond du cloaque républicain.

Le dimanche suivant l'assassinat de Rober Boulin, le lundi 29 octobre 1979, Mgr Poupard déclara à Notre-Dame de Paris : « *Il est des morts qui sonnent le glas d'une société.* » Il eût été plus juste de dire : qui révèlent la corruption d'un régime.



Manifestement intègre, Robert Boulin côtoyait des politiciens qu'il savait corrompus...

Robert Badinter, un avocat éphémère

Car le livre que Fabienne Burgeat-Boulin consacre à l'assassinat, maquillé en suicide, de son père, ministre du Travail de Giscard au moment de sa mort, est une plongée au cœur nauséabond de la Ve République, laquelle, toutes majorités confondues, n'a jamais démordu de la thèse du suicide, jusqu'à Badinter, la vertu républicaine faite homme : éphémère avocat de la famille Boulin, une fois devenu ministre de la Justice de Mitterrand, il s'empresse de porter plainte pour diffamation contre la veuve parce qu'elle a remis publiquement en cause la manière dont le procureur a dirigé l'enquête. Fabienne Boulin, revenue, sinon de ses illusions républicaines, du moins de sa naïveté, remarque : « *Pas un député ne prit l'initiative de demander une commission d'enquête à l'Assemblée nationale.* » Et de donner la raison de ce « *consensus mou* » : « *L'affaire Boulin est sans doute trop emblématique des mœurs de notre République* ».

C'est qu'on ne rencontre que du beau monde dans cette descente au fond du cloaque de l'État RPR : en fait, tout le personnel politique issu du gaullisme triomphant, barbouzes du SAC comprises. Pour un Chaban, un Guichard ou un Jobert convaincus de l'assassinat - Chaban confia même à Mme Boulin le jour de l'enterrement, où Giscard, parti à la chasse, brilla par son absence : « *Je lâcherai mes chiens si vous retrouvez les dossiers ou le dossier, car sans cela, je ne pèserai pas plus lourd que Robert* » -, combien de Chirac, de Peyrefitte, de Messmer, de Foccard - le Monsieur Afrique de de Gaulle et fondateur du SAC - ou de Peretti - le prédécesseur de Sarkozy à la mairie de Neuilly -, qui ne veulent en aucun cas que l'affaire "sorte" ?

Morts mystérieuses

Achille Peretti ? En 1980, il propose à la veuve, qui lui dit par bravade « *tout savoir* », jusqu'à trois milliards de francs pour qu'elle se taise... tout en lui demandant si elle veut que son fils finisse comme son père. Elle refusera l'argent. « *Alors*, s'exclame-t-il, *faites sauter la République.* » Malheureusement, tel ne fut pas le cas. Et la peur que les Français ne découvrent la nature profonde de leurs institutions soude, sous la Ve République, comme jadis sous la IIIe (Stavisky, Prince), « *la classe politique, tous partis confondus* »... laquelle « *semblait s'être unie pour cacher aux Français un exemple criant de l'état de délabrement des mœurs politiques et des institutions de notre pays* ». Cette classe partage d'autant plus le même intérêt à étouffer les morts « *mystérieuses* » du passé – Broglie (1976), Boulin (1979), le député Bignon, qui connaissait bien les deux précédents (1980), Joseph Fontanet (1980) – que les deux septennats de Mitterrand ont également eu leur lot de cadavres peu expliqués et de suicides républicains... Inutile de rappeler les noms. Aujourd'hui, c'est cette même solidarité qui interdit à l'opposition de pousser son avantage sur les affaires Woerth ou Karachi : toute la classe politique se tient par dossiers interposés. Comme le dit encore Me Bourdon, le dernier avocat de la famille : « *Rouvrir l'affaire Boulin, c'est ouvrir une boîte de Pandore.* » Même en 2011. Aussi, nul besoin d'évoquer des « *mœurs d'Ancien Régime* » : la République n'a aucune leçon à recevoir en la matière.

Des dossiers, Boulin, qu'on cherchait, en vain, à compromettre dans un sale histoire d'escroquerie immobilière (des terrains à Ramatuelle), alors que chacun connaissait son intégrité, en avait - qui disparurent bien sûr. Il se savait menacé de mort. L'avait dit à des proches, à sa femme. Prévoyait de réagir à la mi-novembre. Premier ministrable de Giscard, jalousé par Peyrefitte pour cette raison, au cœur de la « *lutte acharnée* » qui opposait à l'époque Chirac à VGE (membre du RPR, Boulin avait choisi ce dernier par « *légalisme* » républicain), il en savait également trop sur les financements des partis politiques, notamment de l'UDR-RPR, qui conduisaient, notamment, jusqu'au Gabon de Bongo (où l'on retrouve Foccard)...

Si les noms des assassins (commanditaires et exécutants : selon un témoin ils sont deux à avoir balancé le cadavre dans l'étang) sont encore inconnus, en revanche, l'impossibilité matérielle du suicide est établie. Incohérence sur l'heure de la mort, sur la nature de cette mort (un suicidé se tabasse-t-il avant de passer à l'acte ?), lividités cadavériques « *baladeuses* », destructions ou disparition de scellés qui, parfois seulement, réapparaissent quand la presse s'en mêle, comme à l'été... 2010, refus par le procureur d'une autopsie de la tête, momification illégale du corps, qui a pour effet d'hypothéquer l'intérêt d'une nouvelle autopsie, fausses lettres posthumes mais vraies disparitions de dossiers et, par-dessus tout, une justice qui traîne les pieds... depuis plus de trente ans !

Roman policier

Ce livre peut évidemment se lire comme un roman policier : il en a parfois le ton, ce qui a dû demander à son auteur une certaine force de caractère. Mais, précisément, trente ans de menaces, de pressions et de découvertes toutes plus nauséabondes les unes que les autres sur le personnel politique, ou de désillusions sur la police ou l'institution judiciaire, le lui ont forgé.

Homme de conviction mais quinze ans ministre d'un système affairiste, chrétien fervent mais franc-maçon, manifestement intègre mais côtoyant de par ses fonctions des politiciens qu'il savait corrompus, Robert Boulin cultivait trop de contradictions pour qu'un régime, vicié dans sa nature, ne finît pas par l'expulser tel un corps étranger. ■

François Marcilhac

✓ Fabienne Burgeat-Boulin, *Le Dormeur du val*, éditions Don Quichotte, 320 p., 16,90 euros.

Le fisc redressé

Saisie par un contribuable français, la cour d'appel de Paris a jugé illégale l'utilisation par le fisc des fichiers volés par Hervé Falciani chez son ancien employeur, la filiale genevoise de la banque HSBC (cf *L'AF 2000* du 7 janvier 2010).

LE CONTRIBUABLE en question figurait sur une liste de 15 000 noms d'"évadés fiscaux" ; quelque 3 000 d'entre eux avaient été transmis à l'administration de Bercy.

Se posant à l'époque en chevalier blanc, l'ancien ministre du budget Éric Woerth s'était bruyamment félicité de cette "prise" et avait de la sorte fait diversion alors que s'abattaient les critiques sur le "bouclier fiscal". Non sans provoquer une sérieuse détérioration des relations franco-suisses.

Or, selon la cour d'appel, Éric Woerth et l'administration fiscale se sont rendus coupables de recel et, par conséquent, toute utilisation du listing volé chez HSBC Private Bank à Genève doit être déclarée nulle et non avenue.

L'administration fiscale a décidé de recourir auprès de la Cour de cassation, afin de poursuivre sa traque. Mais en l'occurrence, le droit est un rideau de fumée. Car une trentaine d'États détiennent aujourd'hui des copies des fichiers dérobés par Hervé Falciani et, à n'en pas douter, ils les exploitent sans le claironner – ne serait-ce que pour éviter une mésaventure judiciaire. ❑ **G.C.M.**

JEAN-PIERRE LAMY
Estimations immobilières et commerciales
Membre de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Estimations Immobilières
223 rue de l'Université 75007 Paris
Bureaux à Avignon et Cannes
06 63 09 35 16
lamyjeanpierre@sfr.fr

Un grand bon homme nous a quittés

Jean Pichot-Duclos est décédé le 8 mars dernier et ses obsèques ont eu lieu le 12 mars à Biviers (Isère), en présence de centaines d'amis, anciens combattants ou non. Les honneurs militaires lui ont été rendus par un détachement du 27e bataillon de chasseurs alpins.

NÉ EN 1935, fils et petit fils de général, beau-père de général, le général de brigade Jean Pichot-Duclos, entré en 1956 à Saint-Cyr, a servi en Algérie au prestigieux 1er régiment étranger de parachutiste (sous le commandement d'Élie de Saint-Marc) avant de poursuivre sa carrière dans les troupes alpines. Sa participation au putsch d'Alger lui vaudra d'être placé aux arrêts de forteresse et son accès au corps des officiers généraux aura longtemps été bloqué par l'Élysée. C'est dire que son courage militaire (croix de la valeur militaire avec deux citations) se doubla d'un courage politique.

Après son temps de capitaine, il suit les cours de Langues O et de relations internationales à Sciences Po et se retrouve dans le monde du Renseignement. En pleine Guerre froide, il fait plusieurs séjours à Prague et à Varsovie comme attaché militaire et pas seulement pour y fréquenter les cocktails diplomatiques. Enfin, il dirige durant quatre ans et demi, à Strasbourg, l'École interarmées du Renseignement et des études linguistiques.

Intelligence économique

À la fin de son service actif, conscient de la nouvelle donne internationale, il travaillera à développer l'intelligence économique en France. En 1997, il fonde l'École de guerre économique avec Christian Herbulot (dans les années soixante-dix, un des dirigeants maoïste de la tendance dure) qui écrit : « *Le général Pichot-Duclos était un homme hors du commun. Contrairement à beaucoup d'autres, il a su dépasser les clivages de toute nature pour bousculer les idées reçues dans le domaine du renseignement militaire lorsqu'il portait un uniforme puis dans le monde civil quand il s'est impliqué dans le lancement de l'intelligence économique en France. Il ne cherchait pas la reconnaissance, il servait son pays.* » C'est avec Christian Harbulot qu'il écrit successivement *La France doit dire non* (Plon) etr *Les Guerres secrètes de la mondialisation* (Lavauzelle).

Il était le président d'honneur et le fondateur de l'Alliance royale du Dauphiné qui regroupe localement les royalistes du CRAF et de la Restauration nationale. À son épouse et à ses enfants, avec nos condoléances, nous présentons le témoignage de notre reconnaissance et de notre admiration. ■ **M.M.**

❑ SÉNAT

Pour ou contre la vie

Le Sénat s'empare du débat sur la loi de bioéthique. Laïcité oblige, il tranchera sans référence à la morale religieuse, au grand dam des catholiques qui dénoncent des pratiques inspirées du national-socialisme.

Le lundi 5 avril a commencé la discussion en séance publique en première lecture du projet de loi bioéthique. Cela pourrait durer jusqu'au 7, voire au 8 avril. Nous aurons donc à en reparler dans notre prochain numéro, si ces messieurs et ces dames de la Chambre Haute ne se départissent pas trop de leur train de sénateurs.

« Il s'agit bel et bien du combat entre la vie et la mort, entre le Créateur et le Tentateur. »

Recherche sur l'embryon

La discussion est cette fois-ci cruciale, car leur vote sera définitif alors qu'auparavant la loi était révisable tous les cinq ans. Ils tiennent donc entre les mains l'avenir de la civilisation chrétienne. S'ils se laissent aller à écouter le rapporteur du projet, Alain Milon, ils risquent fort d'autoriser la recherche sur l'embryon, que l'Assemblée a déjà rendue possible tout en l'interdisant... Alors la France deviendra un pays où l'enfant dès sa naissance sera menacé d'instrumentalisation, un pays où l'on pourra pratiquer l'eugénisme et l'exploitation du matériel humain, dans la plus "pure" tradition nazie...

Nous pouvons nous redonner du baume au cœur en considérant que le Sénat, en commission des lois, vient de trancher avec bon sens un débat de société lui aussi extrêmement grave, en bloquant une décision de Michèle Alliot-Marie, ex-garde des Sceaux, selon laquelle les couples sans enfant mineur pourraient se séparer sans comparaître devant un magistrat. Donc l'on changerait de conjoint aussi facilement que de chemise. « *Le mariage ce n'est pas le Pacs, il faut maintenir un minimum de formalisme* », a dit Yves Détraigne, sénateur de la Marne, emportant l'adhésion de ses pairs. Nous n'aurions pas parlé de "formalisme". Il faut tout simplement faire sentir aux époux que c'est une lourde responsabilité de rompre un mariage, avec des conséquences dramatiques pour le conjoint qui le subit. Néanmoins, nous ne pouvons que saluer cette prise de position qui va à contre-courant des idées à la mode.

Dans le cas des lois de bioéthique, nous ne manquons pas d'être inquiet par ce que nous savons du sieur Milon. Il songerait à ouvrir la voie à de larges transgressions : levée de l'anonymat pour les donneurs de gamètes, autorisation de la recherche sur les embryons et de leur conservation par congélation, diagnostic prénatal, instauration du droit à l'enfant pour tous et à l'enfant parfait. La fondation Jérôme Lejeune élève la voix : « *L'organisation d'un dépistage prénatal obligatoire pour les médecins induit une problématique d'eugénisme. Celle-ci est particulièrement aiguë aujourd'hui, après quinze ans de pratique pour la trisomie, mais aussi en raison de la mise au point permanente de nouveaux tests et la mentalité de prévention de tout risque. Les techniques de détection prénatales étendues à la population générale sans tenir compte de critères de risque relèvent de l'eugénisme.* »

Fin des dérogations

Quant à la recherche sur embryons : « *La commission a voté le passage d'un régime d'interdiction avec dérogations à un régime d'autorisation. C'est le signe d'une rupture radicale avec le choix de la France de respecter la vie et la dignité de l'embryon humain dès le commencement de son développement. Ce nouveau choix est d'autant plus scandaleux qu'il ne repose sur aucune justification scientifique solide. Au contraire, les auditions des promoteurs de la recherche sur l'embryon devant les parlementaires et leurs actions de communication dans les jours qui précèdent le débat des parlementaires révèlent que leurs motivations ne sont pas dénuées de tout lien avec les investissements de la recherche pour l'industrie pharmaceutique.* »

À ce propos le docteur Dickès, président de l'Association catholique des médecins et infirmières, enfonce le clou, dénonçant l'agitation sournoise du professeur Marc Peschanski qui est « *chargé tant par l'Inserm qu'Istem (Généthon, génopole d'Evry), l'Association pour la lutte contre les myopathies (Téléthon), ainsi que par l'Europe, de faire des recherches sur les embryons. Certes en idéologue, il défend ce qu'il fait. Mais une fois de plus, il tente une véritable manipulation du monde politique. La ficelle est décidément trop grosse. Pendant ce temps, la recherche sur les myopathies dont il est chargé, en est strictement au même point qu'il y a trente ans.* »

Le débat sénatorial coïncidera avec le débat sur la laïcité voulu par M. Sarkozy. Ce sera l'occasion de s'apercevoir qu'en France la laïcité n'est qu'un laïcisme pur et dur qui chasse de façon totalitaire la possibilité de se référer ("séparation" exige) à la religion chrétienne qui a pourtant fait la France dans un domaine comme la bioéthique qui touche au plus haut point à l'ordre naturel.

Le jeûne et la prière

Toutefois comme la fondation Jérôme Lejeune, nous continuons d'espérer « *que l'ensemble des sénateurs ne resteront pas otages de cette vision matérialiste et eugénique qui a prévalu en commission, et se réapproprieront les valeurs de la vie en société dont l'un des fondements est la solidarité avec les êtres humains les plus fragiles* ». Mais comme le dit le site du *Salon beige* : « *Nous constatons tous les jours la haine du camp pro-mort, signe qu'il s'agit bel et bien du combat entre la vie et la mort, entre le Créateur et le Tentateur.* » Et de rappeler aux catholiques : « *Ces démons ne peuvent se chasser que par le jeûne et la prière* », ce qui n'empêche pas mais appelle à une action politique pour déloger au plus tôt, à l'exemple de sainte Jeanne d'Arc, ces hommes qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé. ■

Michel Fromentoux

Au fil de la presse

Où l'on constate que la droite la plus bête du monde ne maîtrise plus rien, tant à l'extérieur où elle applique la politique de la boussole folle, qu'à l'intérieur où elle s'affole de la montée de Marine Le Pen.

❑ Mais qu'allaient-ils donc faire dans cette galère ? Tandis que la Côte d'Ivoire s'enfonce dans un nouveau marasme ethno-tribal, la France, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, chiraquien historique, prend l'initiative d'une intervention militaire en Libye, d'abord en appelant à voter la résolution 1973 de l'Onu, ensuite et comme à l'accoutumée en s'accrochant à la remorque de l'Otan, qui assure désormais la direction des opérations. L'Europe est incapable de dégager une quelconque ligne politique, ce qui fait dire à Jean Quatremer (*Libération*, 22 mars 2011) que « *l'Union européenne est tout près de revivre le cauchemar de 2003 lorsqu'elle s'était divisée sur l'Irak.* [...] *La principale différence avec la guerre en Irak est que l'axe franco-allemand a volé en éclat, ce qui fragilise l'avenir de la politique étrangère et de défense européenne.* »

Ne parlons même pas de la politique étrangère française qui, d'après le géopoliticien, Aymeric Chauprade (*Valeurs Actuelles*, 10 mars 2011), « *souffre d'une absence totale de vision* », soulignant qu'« *en vingt ans, le ministère des Affaires étrangères a perdu 20 % de ses moyens financiers et de son personnel.* [...] *Par comparaison, les effectifs du département d'État américain augmentent de 5 % par an et le Foreign Office nous a dépassé.* » Il plaide pour que la France « *refonde sa politique étrangère sur une logique à la fois multipolaire (équilibre entre les États-Unis, la Russie et la Chine) et de civilisation (axe Paris-Berlin-Moscou dans une Europe des nations)* ».

❑ Sur d'autres fronts, tout à la fois, national et "républicain", la politique intérieure de la France ne brille guère non plus par son génie et sa fermeté. Tandis que, *horresco referens*, le site *Rue 89* (16 mars 2011) redécouvre l'eau chaude en "révélant" « *les années* Minute *de Patrick Buisson, conseiller de Sarkozy* », on se demande encore pourquoi, si bien conseillé (par Buisson mais aussi par les frères Dupondt que sont Guaino et Guéant), le président de la République n'a pu empêcher la reculade de son omnipotent parti, face à la stagnation de son double PS et surtout devant un FN en nette augmentation.

C'est tout le problème de la "droite" française, empêtrée dans sa honte contrite d'être elle-même face à la gauche arrogante et moraliste des "valeurs républicaines". Denis Tillinac (*Le Figaro*, 23 mars 2011) ne peut s'empêcher de pourfendre cet « *avatar d'une démonologie éculée* [qu'est] *le* pathos *sur les "valeurs républicaines"* » et de s'écrier « *quelles "valeurs" ? Celles des staliniens d'antan et des trotskystes de jadis, alliés du PS ? Celles de l'hédonisme bobo badigeonné de vert ou de rose ?* » Le moins que l'on puisse dire est que le phénomène Marine Le Pen agite le landerneau médiatique depuis ces dernières cantonales. Considérée par Rémi Fontaine (*Présent*, 23 mars 2011) comme « *le moindre mal possible* [sur lequel] *devraient d'abord se rallier les catholiques cohérents (fidèles à la doctrine sociale de l'Église), à l'exclusion du moindre pire* [représenté par Sarkozy] », la fille du Menhir apparaît tout en contraste. Ainsi, Émile Beaufort (*Les Manants du roi*, 24 mars 2011) estime qu'elle « *adapte le logiciel paternel en réactualisant un vieux fonds radical-socialiste, voire carrément socialisant (et peut-être même "national-socialiste")* » et que sa « *référence au génome de la République qu'est la laïcité paraît être le plus petit commun fédérateur non contestable. C'est à ce prix (lourd à payer) qu'elle parviendra à l'"honorabilité" qui faisait cruellement défaut à son père* ».

Quant à Jean-Yves Le Gallou (*Polémia*, 29 mars 2011) il recommande au FN de « *concilier un discours à tonalité de gauche, d'un côté, avec la volonté de recomposer la droite, de l'autre : une logique somme toute "bonapartiste", selon le classement des droites de l'historien René Rémond* ». Toutefois, dans *Causeur* (15 mars 2011), Élisabeth Lévy juge le FN « *parfaitement incapable de gouverner la France* », tandis que, redoutant que Sarkozy n'endosse, dès aujourd'hui, la lourde responsabilité historique de précipiter, demain, durablement la France dans les bras d'une alternance socialo-progressiste irresponsable, Yvan Rioufol (*Le Figaro*, 28 mars 2011) prévient que « *l'UMP sera balayée si elle persiste à ne rien comprendre au peuple. Elle aura tout fait pour.* »

Quoi qu'il en soit cette agitation mêlée de fascination et de répulsion fait rejaillir la lancinante ambivalence ontologique de ces républicains qui hésitent entre la souveraineté exercée par le peuple constituant la nation et celle reposant entre les mains rassurantes de l'"homme providentiel"... donc d'un roi... ❑

Aristide Leucate

❑ BELGIQUE

Un voyage qui fâche

La presse belge se déchaîne contre le prince Laurent, le fils cadet du roi Albert II. En cause : le voyage qu'il vient d'effectuer au Congo sans l'aval du gouvernement.

À l'exception peut-être de Séville, on ne connaît plus en Europe les processions de flagellants. Avec les Belges, les voici ressuscitées. Cette fois, ce n'est pas la dévotion qui les inspire mais un sentiment d'autodestruction politique. Les médias sont emplis de « *l'écart* de « *Laurent, le prince incontrôlable* » comme l'affiche *Le Soir* à la Une. De quoi s'agit-il ?

SAR le prince Laurent

Développement durable

Le fils cadet du roi s'est rendu en mars au Congo sans l'aval du Palais ni du gouvernement. Qu'allait-il y faire ? Depuis 2006, le prince Laurent a constitué une fondation sans but lucratif vouée au développement durable ; en particulier à la reforestation et, dans ce cas précis, à la mise en œuvre de petites centrales électriques solaires. Œuvre louable à tous égards pour laquelle, s'indigne légitimement le prince, « *on devrait me soutenir plutôt que de m'écraser* »
Dès lors ou le bât blesse-t-il ? D'ici quelques mois, fin 2011, il y aura des élections en République démocratique du Congo. Une venue d'un membre de la famille royale ne peut que servir les intérêts du régime Kabila, qui le comprend tellement bien qu'il a subventionné l'expédition princière. Laurent, accompagné de quatre personnes, dont un agronome de Gembloux spécialiste des forêts tropicales, fut piloté par Olivier Kamitatu, ministre du Plan. L'homme, assez remarquable intellectuellement, connaissant bien les Belges, formé par eux, est devenu proche de Joseph Kabila, après l'avoir été de son adversaire Jean-Pierre Bemba.

La fièvre a monté dans le cénacle du pouvoir en Belgique lorsqu'on a appris que Kabila avait reçu brièvement le prince. Celui-ci n'avait pas prévenu le gouvernement de son intention d'aller au Congo. Averti quelques heures avant le voyage, le Premier ministre Yves Leterme l'a mis en garde. Oralement puis par écrit : « *Tout déplacement à l'étranger d'une personnalité officielle belge se fait en lien avec les services des Affaires étrangères qui assurent la cohérence de la politique extérieure du pays.* » Le prince n'a rien voulu entendre. Ni d'Yves Leterme, ni du roi lui-même. On peut comprendre, dans ces conditions, la critique, voire les reproches, auxquels il s'expose.

Réactions excessives

Mais il y a de la marge entre un rappel à l'ordre et le déchaînement médiatique où *Le Soir* joue les chefs de file. Sa rédactrice en chef, souvent mieux inspirée, titrait son éditorial : « *Le Prince qui se croyait tout permis* ». Dans le corps de l'article, elle se drape d'une toge sévère de procureur : « *Si on demande au roi régnant de se dévouer à la cause belge, on exige de ses enfants d'en faire autant.* » Le vieil adage ne ment pas. Tout ce qui est exagéré ne compte pas. Certes, les circonstances du voyage princier le rendaient inopportun. Pas la motivation. Ne confondons pas les deux. C'est que souligne, fort justement, l'ancien président du Sénat, le libéral Armand De Decker. Le prince lui avait parlé de son projet. « *Je le lui ai déconseillé, non sur le fond mais par peur des réactions que cela allait entraîner en Belgique...* » Bien vu. Mais l'ancien président du Sénat insiste sur « *la pertinence de la mission* » et, familièrement, dit ne pas comprendre pourquoi, on « *em.. le prince. C'est médiocre* ». Sa réaction, on peut le regretter, est assez isolée.

Dépouiller la famille royale

On ressort des voyages de Laurent en Libye entre 2008 et 2010, lorsque le pays était encore "fréquentable". Ici également, rien à redire sur les raisons à trouver dans des projets liés au développement durable. De là à mettre en regard les missions princières et celles des F16 belges aujourd'hui, il n'y a qu'un pas que certains accompliraient volontiers... Le pas franchi en tout cas est de remettre en cause les dotations accordées à la famille royale. Après avoir admonesté le prince qui « *doit renoncer à son statut* » s'il « *veut vivre comme tout le monde* », *Le Soir* lui a quand même donné la parole. Blessé, il rétorque : « *Lorsque je n'ai pas fait quelque chose tout le monde en parle plutôt que de se dire : essayons de le soutenir dans son travail en faveur de la communauté au sens large.* » Convenons-en, le prince a manqué de ce sens politique qu'on appelle la prudence. Qu'on le lui dise se justifie. Qu'on se livre à une « *chasse à l'homme* », pour reprendre l'expression de l'ancien président du Sénat, est irresponsable et autodestructeur, pour le pays. ■

Charles-Henri Brignac

EUROPE

Autres États, autres mœurs...

❑ **Danemark** – Peut-on insulter la reine ? La question agite le Danemark, rapporte *Courrier international* (08/03/2011). Le ministre de la Justice a autorisé la poursuite de deux militants de Greenpeace qui avaient fait irruption dans un dîner donné par la reine Margrethe en décembre 2009. Cela en vertu d'une loi de 1931 qui n'aurait encore jamais été appliquée.

❑ **Hongrie** – La Hongrie devrait se doter ce mois-ci d'une nouvelle constitution. *Euractiv* en juge la teneur « *ultra-conservatrice* » (24/03/2011). Nos confrères pointent des références religieuses et la place accordée aux familles, dont le poids électoral serait renforcé.

❑ **Malte** – Malte va-t-il rentrer dans le rang ? Parmi les vingt-sept États de l'Union européenne, il est le seul où le divorce demeure impossible, souligne *La Lettre de la Fondation Robert Schuman* (21/03/2011). Cette exception pourrait être remise en cause dans la foulée d'une consultation populaire organisée le 28 mai.

DROIT

Liberté contre petit commerce

LA CATALOGNE a soumis l'ouverture des grandes surfaces à un régime d'autorisation préalable, délivrée uniquement s'il est vérifié qu'elle est sans incidence sur le petit commerce préexistant.
Cela constitue « *une restriction à la liberté d'établissement* », estime la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE). « *Cette réglementation a pour effet de gêner et de rendre moins attrayant pour des opérateurs économiques d'autres États membres l'exercice de leurs activités sur le territoire de la Communauté autonome de Catalogne* », explique-t-elle dans un communiqué diffusé le 24 mars. Certes, « *la Cour rappelle qu'une restriction à la liberté d'établissement* [...] *peut être justifiée par des raisons impérieuses* », parmi lesquelles figurent « *la protection de l'environnement, l'aménagement du territoire ainsi que la protection des consommateurs* ». Mais non les « *objectifs de nature purement économique* » que constituent, à ses yeux, les privilèges accordées au petit commerce. La liberté de circulation et ses avatars se prêtent à toutes les déclinaisons... ■ **G.D.**

» QUERELLE

La guerre continue entre Strasbourg et Bruxelles. Selon une planification entérinée le 9 mars par le Parlement européen, deux des douze périodes de sessions plénières mensuelles censées se tenir chaque année dans la capitale alsacienne auraient lieu durant la même semaine du mois d'octobre. Fustigeant un vote « *regrettable et inopportun* », Laurent Wauquiez, ministre en charge des Affaires européennes, a annoncé que la France saisirait la Cour de justice de l'UE de la légalité de cette décision.

» MAGOUILLE

Ayant quitté la place Beauvau, Brice Hortefeux s'est trouvé suffisamment désœuvré pour rejoindre les bancs du Parlement européen. Élu sur une liste en mai 2009, il n'y avait jamais siégé, cédant sa place au candidat suivant. À la faveur d'une démission, il la récupère aujourd'hui au mépris du droit. Non pas européen, mais français : selon une loi de 1977, tout député européen démissionnaire « *est remplacé par le candidat figurant sur la même liste immédiatement après le dernier candidat devenu représentant conformément à l'ordre de cette liste* », rappelle notre censeur Clémentine Forissier (*Euractiv*, 23/03/2011).

» CORRUPTION

Le *Sunday Times* a déclenché un scandale le 20 mars, en révélant que trois eurodéputés avaient accepté de déposer des amendements en échange d'une rémunération. Quelques jours plus tard, le Parlement européen a annoncé que des règles plus strictes encadreraient bientôt les relations avec lobbyistes. Entretemps, un autre parlementaire a reconnu s'être laissé piéger. Celui-ci n'aurait pas reçu d'argent, cédant simplement au sourire d'une journaliste : « *Je l'ai fait parce qu'elle était jolie* », a-t-il déclaré (*Euractiv*, 28/03/2011).

» FISCALITÉ

L'Union européenne finira-t-elle par contraindre l'Irlande à relever son taux d'impôt sur les sociétés (IS) ? On en est loin : dans l'immédiat, la Commission doit batailler dans l'espoir d'introduire une assiette commune, censée faciliter l'administration des entreprises transfrontalières. Selon un projet présenté par Bruxelles le 16 mars, celles-ci seraient libres de s'y référer ou non pour le calcul de l'IS, dont le taux relèverait toujours des États membres.

❑ LIBYE

La souveraineté balayée

Le "devoir de protection" introduit par la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies conforte les inquiétudes des observateurs les plus critiques à l'égard de l'ingérence humanitaire.

L'opération militaire en Libye s'appuie sur la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle a officiellement pour objectif de créer une zone d'exclusion aérienne et de protéger la population civile. Mais elle met en exergue la soumission du droit à l'arbitraire politique. Elle rappelle l'intervention américaine en Irak, déclenchée le 20 mars 2003, en violation du principe de non-intervention dans les affaires internes des pays, une norme *jus cogens* dont la transgression sonne le glas de la souveraineté des États.

Ravitaillement en vol d'un appareil français déployé dans l'opération Harmattan

Printemps arabe

Elle s'inscrit dans un contexte de bouleversement des pays arabes, orchestré par des mouvements populaires dont l'ampleur, la concomitance et la perfection de l'organisation nous laisse perplexe quant à leur caractère fortuit. Globalement, ils semblent provoquer un chaos, voire un imbroglio, du Machrek au Maghreb. Comme en Irak, on assiste à une floraison de partis qui entrent en conflits permanents, engendrant des tensions et des heurts violents. Une pléthore de courants islamistes voient le jour. Ils seraient financés par les wahhabites et les salafistes d'Arabie saoudite, pays protégé par la diplomatie américaine. Selon le quotidien libanais *Al Akhbar*, le prince saoudien Bandar Ben Soltan, ancien ambassadeur à Washington, connu pour ses liens avec les présidents Bush (père et fils), aurait noué des contacts avec les activistes islamistes à cet effet. Il se serait employé à mobiliser les principales chaînes télévisées ayant un impact sur l'opinion publique arabe, *Al Jazeera* et *Al Arabyia*. Paradoxalement, cette instabilité facilitera la mainmise américaine sur le pétrole, en raison de la fragilité des protagonistes en quête d'une protection.

La France se voit entraînée dans cette aventure, à l'instigation de M. Levy qui aurait encouragé le président Sarkozy à intervenir à l'encontre de la Libye, rompant avec la tradition de la diplomatie française respectueuse des principes du droit international. Nonobstant nos réserves sur le caractère autoritaire de certains régimes, et loin de défendre les hommes au pouvoir, nous déplorons cette dérive qui met en cause le principe de non-ingérence dans les affaires internes, affirmé dans l'article 2, paragraphe 7, de la charte des Nations Unies. Les exceptions à ce principe sont limitatives, à l'instar de l'appel pour une intervention étrangère par les autorités légales d'un État : encore faut-il que cet appel soit libre et sans équivoque. Ainsi, lors de l'insurrection en Hongrie en 1956, la demande d'intervention soviétique par Janos Kadar a été considérée comme illégitime, ce dernier étant démissionnaire. Et durant la guerre civile du Liban, l'intervention d'une force mandatée par la Ligue arabe n'a pu avoir lieu qu'avec l'aval du gouvernement libanais.

Le jeu des puissances

Selon le professeur Antoine Rougier, « *toutes les fois qu'une puissance intervient au nom de l'humanité dans la sphère de compétence d'une autre puissance, elle ne fera jamais qu'opposer sa conception du juste et du bien social à la conception de cette dernière, en la sanctionnant au besoin par la force. Son action tendra en définitive à englober un État dans sa sphère d'influence morale et politique.* [...] *Ainsi, l'intervention d'humanité apparaît comme un moyen juridique ingénieux d'entamer peu à peu l'indépendance d'un État pour l'incliner progressivement vers la mi-souveraineté.* » Aussi la théorie du "droit d'ingérence" élaborée par la France dans les années quatre-vingt (notamment à l'occasion d'un colloque à l'université Paris XI, sur le thème "droit et morale humanitaire", sous la présidence de François Mitterrand) a-t-elle été fortement critiquée. Elle a été délaissée progressivement car, pour une large partie de la doctrine, elle transgresse les normes impératives du droit international.

L'exemple chypriote en est l'illustration. L'intervention militaire de la Turquie à Chypre, en 1974, à l'issue du coup d'État perpétré à l'encontre du président Makarios, sous prétexte de rétablir l'ordre constitutionnel en application des dispositions de l'article 4 du traité de garantie signé par Chypre, la Grèce, la Turquie et la Grande Bretagne (une sorte d'annexe à la constitution chypriote qui leur permet d'intervenir pour rétablir le statu quo) a été considérée comme illégale. Elle est toujours condamnée par la société internationale. Le traité de garantie ayant pourtant valeur constitutionnelle transgresserait le *jus cogens* : ses dispositions permettant l'intervention dans les affaires internes chypriotes le rendent caduque.

Les défenseurs de l'ingérence humanitaire ne trouvent-ils pas plus urgent et plus légitime d'intervenir pour sauver une population civile d'une tentative d'extermination progressive par un autre État, pourtant reconnu par les Nations Unies, à l'instar de la population civile palestinienne à Jennine, à Gaza; ou encore à l'occasion des offensives israéliennes au Sud-Liban, où tout une ville, comme Cana, fut exterminée, ses églises et ses mosquées englouties sous les décombres ? Cela illustre la politique du "deux poids, deux mesures" des puissances internationales, mise en œuvre au mépris du droit, de l'équité et du bon sens. ■

Élie Hatem

DOCUMENTAIRE

Les hélicoptères français en guerre dans le ciel afghan

Tandis que Rafale, Mirage et Super-Étendard survolent le ciel libyen, des soldats français continuent de risquer leur vie en Afghanistan. Un documentaire télévisé vient de nous le rappeler.

QUELLE QUE SOIT notre opinion sur le conflit afghan et sur l'implication de l'armée française au sein d'une coalition voulue par les États-Unis, il importe de reconnaître le courage et le professionnalisme dont nos soldats font preuve. C'est ce qu'a récemment fait le film *Les Commandos de l'impossible*, produit par Ligne de Front et diffusé sur *M6* dans l'émission *Enquête exclusive* le dimanche 3 avril [1].

Dix ans d'engagement

Depuis fin 2001, l'armée française est présente en Afghanistan et près de 4 000 hommes y sont engagés actuellement. Le terrain accidenté et montagneux, le climat rude et contrasté, la barrière de la langue, la population parmi laquelle il est difficile de distinguer les civils pacifiques des combattants potentiels, tout concourt à rendre sa mission difficile. On est bien loin des guerres napoléoniennes avec des ennemis en uniforme, rangés en ordre de combat et clairement identifiés. À ce jour, cinquante-cinq hommes, soldats, sous-officiers, officiers, ont sacrifié leur vie dans ce pays lointain et soixante-quinze autres y ont été mutilés ou blessés en service commandé. Outre les troupes au sol, qui cherchent à entretenir les meilleures relations possibles avec la population et les chefs de village, l'armée fait un usage intensif des hélicoptères, qu'il s'agisse d'hélicoptères d'attaque, de reconnaissance ou de machines de transport de troupes. Ces hélicoptères, basés à Kaboul (Kaia) assurent des missions d'appui et de protection des troupes terrestres, de reconnaissance du terrain, d'exfiltration d'hommes en situation périlleuse, de secours aux blessés... Quand aucune autre mission ne les appelle, les hélicoptères servent même à la propagande : ils larguent parfois des tracts au-dessus des villages les plus reculés.

Le service de santé des Armées joue un rôle essentiel : en plus de sa mission prioritaire de secours aux militaires blessés au combat, il assure de nombreuses évacuations héliportées d'urgence pour des blessés civils dans un pays où les routes sont difficiles et peu sûres. La moindre de ces opérations, compte tenu de l'hostilité de l'environnement, nécessite l'envoi de plusieurs hélicoptères : en Afghanistan, un hélicoptère ne vole jamais seul et doit toujours être accompagné ou escorté d'un autre qui reste en vol pendant que le premier accomplit sa mission de sauvetage ou d'exfiltration au sol et qui le protège, par l'envoi de leurres, au moment délicat du redécollage.

En alerte permanente, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, les équipages s'entrainent continuellement à répéter les manœuvres en vue des situations les plus difficiles. Au départ en mission, chacun laisse à la base tout ce qui pourrait présenter un risque au cas où il serait fait prisonnier ou pris en otage : téléphone portable, badges d'identification, documents personnels. Il ne conserve qu'une copie, multilingue, de la convention de Genève.

Sans voyeurisme

Le sens de l'engagement dont font preuve tous ces militaires français, en général très jeunes, et leur professionnalisme sont assez remarquablement présentés dans le film documentaire qu'ont réalisé Jérôme Burin des Roziers et Thomas Goisque après un mois de tournage sur le terrain. Ils étaient présents l'un en vol, l'autre au sol, le soir de décembre 2010 où des insurgés ont attaqué à la roquette une position française dans la vallée d'Uzbin. Sans voyeurisme et avec une grande pudeur, ils font vivre la soudaineté de cette attaque, la difficulté qu'ont les hélicoptères à venir au secours des blessés et la mort de l'un d'eux. On assiste au retour de sa dépouille sur la base de Tora, aux honneurs militaires qui lui sont rendus et à l'émouvant et spontané défilé qui raccompagne le cercueil vers l'hélicoptère avant son rapatriement en France. Cet homme de trente-neuf ans avait deux enfants ; adjudant-chef, il était infirmier au 126e régiment d'infanterie de Brive. Il s'appelait Thibault Miloche et ce fut le cinquantième soldat français à mourir en Afghanistan. ❑

Arnaud Danloux-Dumesnils

[1] Cette émission est actuellement consultable sur le site *M6 Replay*.

❑ SYRIE

Assad échappe à la révolte

Malgré des manifestations, la Syrie semble résister au "printemps arabe". En dépit de la répression sévère s'abattant sur la population, aucun État ne semble vouloir la déstabiliser.

« Que Dieu protège la Syrie »
Affiche avec le portrait du président Assad

Le soulèvement populaire, relativement limité, dans quelques villes syriennes et même à Damas, était sans doute l'effet du "printemps arabe", mais aussi l'expression d'une aspiration sincère à l'évolution politique du pays. La sévérité de la répression, qui a soulevé fort peu d'émotion chez les "bonnes âmes", ajoutée à la crainte de la majorité de la population de voir sombrer le pays dans l'anarchie, ont permis au pouvoir de tenir facilement la situation. Assad Junior. est sauvé, au moins pour quelque temps, et dimanche dernier il a nommé un nouveau Premier ministre, M. Ell Saffar, son ancien ministre de l'Agriculture, chargé de promouvoir des changements « *dans la continuité* ».
Apaisement donc pour le moment. Quelles en sont les raisons ? Sur le plan interne, le bilan du régime, dictatorial et policier certes, n'est pas très négatif : les services publics, la santé, l'éducation, l'urbanisme sont dans l'ensemble satisfaisants par rapport à d'autres pays de la région. La nouvelle politique économique libérale de Bachar El Assad a créé une certaine prospérité et satisfait une classe moyenne en quête de bien-être. En outre, élément essentiel, non seulement les Alaouites, minorité religieuse à laquelle appartient Assad, mais aussi les chrétiens (10 % de la population), les Kurdes, malgré un contentieux avec le pouvoir sur la naturalisation des émigrés d'Irak, et une partie des Sunnites, soutiennent le régime. La Syrie est un pays strictement sécularisé. La charia y est bannie, les femmes sont libres. La majorité de la population, si beaucoup souhaitent plus de liberté et de participation, ne désire pas voir un régime islamiste s'installer à Damas.

Israël comme l'Iran...

Sur le plan extérieur, aucun État, actuellement, ne cherche à déstabiliser la Syrie, pays pour le moment stable, ne créant de "problème" nulle part. Israël est son principal ennemi. Mais l'État hébreu semble préférer une Syrie relayant l'aide de Téhéran au Hamas et au Hezbollah et tenant un discours anti-israélien, à un régime islamiste radical et subversif instauré. On veut éviter le pire. Téhéran, influent dans la région, n'a qu'un seul allié au Proche-Orient : la Syrie, même laïque. On a même aboli le visa entre les deux pays. Les ayatollahs n'ont aucun intérêt à la déstabiliser. La Turquie, à l'influence croissante dans la région, entretient d'excellentes relations avec Damas, dont elle est devenue le principal partenaire commercial et économique. Quant aux États-Unis et à la France, quelques déclarations timides en faveur de la "démocratie" mises à part, ils n'ont pas bougé. La Syrie d'Assad, régime autoritaire du parti Baas, n'est pas leur cible. Ils laisseront Assad tranquille, pour le moment. Espérons que ce dernier ait la sagesse de promouvoir des réformes nécessaires pour désamorcer la colère, parfois légitime, d'une partie de la population.
Après le Yémen, l'archipel de Bahrein, l'Égypte, la Libye et la Tunisie, le monde arabe n'avait pas besoin d'un nouveau foyer de tension. N'oublions pas qu'en Afghanistan, au Pakistan, deux pays musulmans non arabes, et dans la partie arabe de l'Irak, rien ne va non plus. Il fallait arrêter le processus. Tout laisse à penser que cela a été fait. Assad en profite. ■

Pascal Nari

CONFÉRENCE

La France et la protection des chrétiens d'Orient

Le mercredi 30 mars, Mgr Brizard et le prince Jean de France ont prononcé à Neuilly une conférence à deux voix sur « *les Chrétiens d'Orient face à l'ébranlement des pays musulmans* ».

VASTE et délicat sujet en cette période de grandes turbulences, exposé en deux parties : religieuse, par Mgr Brizard, directeur émérite de l'œuvre d'Orient, et politique, par le Prince Jean de France. Mgr Brizard a campé la situation des chrétiens d'Orient dans le contexte politico-religieux et de persécutions, qui a mis du temps à émouvoir les occidentaux ! Et Mgr Brizard de s'agacer de ce que nos pasteurs n'en fassent pas une cause de prière universelle permanente.

Optimisme communicatif

Certes, Mgr Brizard, homme d'Église (et d'action : il a entrepris la construction de trois hôpitaux) est un "battant" à l'optimisme communicatif, mais le constat d'une réduction significative des communautés chrétiennes d'Orient, cible d'une impitoyable et horrifiante persécution, ne saurait faire oublier le rôle politique, celui de la France en particulier, au regard de l'histoire qu'elle a su façonner dans ces pays aujourd'hui déstabilisés, à la merci d'intérêts mercantiles.
Tout aussi emprunt de spiritualité, le prince Jean de France n'a pas manqué de remettre les « *pendules à l'heure* » du « *politique d'abord* » en politique étrangère ! Résolument héritier de Saint-Louis et de tous ses ancêtres capétiens, Mgr le duc de Vendôme a élégamment complété le discours de Mgr Brizard, en positionnant l'œuvre capétienne en Orient, en soulignant la volonté politique qui a permis l'éclosion chrétienne dans ces contrées. Étant entendu que l'islam n'était pas la religion d'origine dans ces pays ! Le prince Jean en a profité pour rectifier certaines idées reçues à l'endroit de François Ier et de la Turquie. Il s'agissait, pour ce grand roi, de défendre les intérêts de la France contre les visées impérialistes "universelles" de Charles-Quint. Comprenons les accords avec les Turcs, donnant droit à la protection des Lieux Saints par la France, et lui ouvrant les comptoirs commerciaux. Une politique conforme aux intérêts de la France et bienfaisante pour l'Église catholique.
Le prince Jean a pris de la hauteur, tant au cours de son exposé sur la politique étrangère capétienne, que dans ses réponses aux questions portant sur l'actualité qui ébranle l'Orient. N'hésitant pas à faire part de ses réserves sur les "croisades" américaines et de la coalition, d'autant que la "chasse aux dictatures" pourrait bien cacher un autre cauchemar... La montée de l'islamisme, au détriment de la sécurité des peuples et du monde. ❑

Bernard Bonnaves

À lire et à offrir

Livres reliés de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville

Éditions originales brochées

Demandez la liste à nos bureaux :
10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er - Tél. : 01 40 39 92 06

Religion

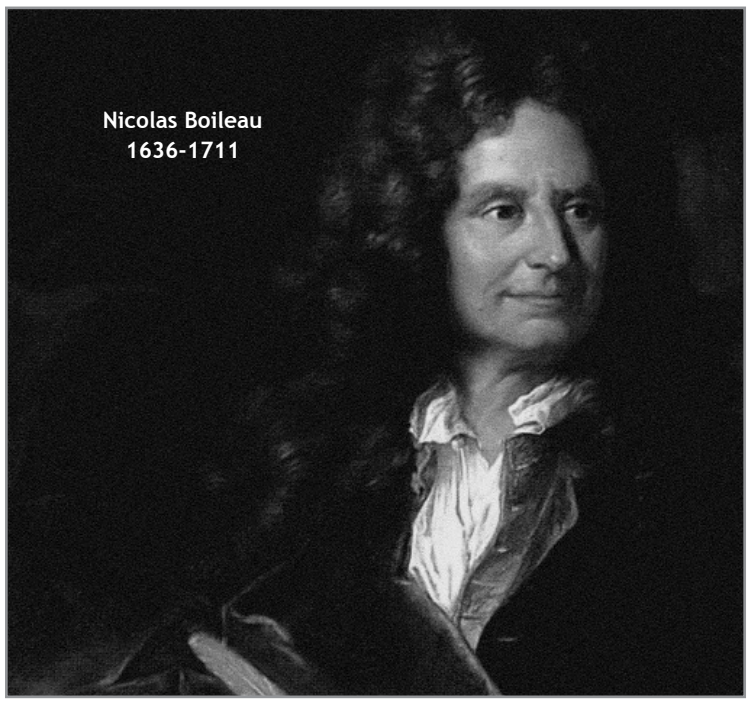
Des hommes à part

UN TRÈS BEAU FILM passe cette semaine sur *KTO*, la télévision catholique. Il s'agit du reportage réalisé par Eddy Vicken et Yvon Bertorello sur la Fraternité Saint-Pierre, avec la voix de Michael Lonsdale. Le sujet : une vision du prêtre aujourd'hui, documentaire inédit sur 376 prêtres de trente-quatre nationalités œuvrant dans seize pays, en France, en Allemagne, en Italie et jusqu'en Colombie. « *Qui sont-ils, ces hommes vêtus de noir portant dans le monde la soutane comme signe de leur appartenance à Dieu ? D'où viennent-ils avec leur jeunesse qui respire l'éternité ? Que disent-ils au monde de demain qui fasse que chacun se sente concerné ?* » dit la note de présentation de l'œuvre. Ces hommes qui étonnent le monde en ne voulant servir que les âmes, vous avez l'occasion de passer 52 minutes en leur compagnie. Ne laissez pas échapper ces instants bénis. La diffusion a commencé le lundi 4 avril, mais il est encore possible de voir ce documentaire exceptionnel vendredi 8 avril à 22 h 30, et dimanche 10 avril à 13 h 40. On peut se procurer le DVD du film diffusé par AVM à Fraternité Saint-Pierre, 10 impasse de la Chapelle, 89150 Brannay (19 euros). ■ **M.F.**

❑ ANNIVERSAIRE

Boileau célébré

Le 13 mars dernier marquait le tricentenaire de la mort de Nicolas Boileau. Portrait d'une figure de l'esthétique classique.



Nicolas Boileau mourut en 1711, un 13 mars, plein d'humeur contre lui-même et contre ses contemporains. Notre homme venait de perdre son dernier combat. Il y était question de casuistique, d'accommodements avec le ciel, des Jésuites, de leur influence grandissante, de leur attitude équivoque à l'endroit de la foi et de la morale.

Il prend feu pour la vérité...

Boileau y mit ses dernières forces, son talent de polémiste presque intact, une foi et un courage que ses ennemis ne surent entamer. Dans sa XIIe et dernière satire, il charge sabre au clair contre le mensonge et contre l'équivoque, avec des accents qui ne sont pas sans rappeler Molière, l'ami de sa jeunesse, l'autre amant de la sincérité et de la vérité. Et parce qu'on interdit la publication de cette satire, il meurt presque de rage, furieux de ses faiblesses et des faussetés de ses adversaires. On a fait de Boileau une sorte d'apôtre de l'indifférence, de la mesure et de la froide raison. Rien de plus faux. Il prend feu pour la vérité, il s'agite lorsque la littérature éternelle est en cause, il enrage lorsqu'on raisonne faux ou mal. Mme de Sévigné le montre dans la discussion « *criant comme un fou, courant comme un forcené* ». Tout le contraire d'un réservé, d'un calculateur. Ce qui lui plait chez les Anciens, ce n'est pas la froideur du marbre mais bien leur authenticité, leur humanité, vertus chaudes. Sa prétendue haine de l'amour et de la poésie amoureuse est une autre fable qu'on tient sur son compte. Dans une petite chronique publiée par la *Revue Critique* en 1912 et que nous donnons ci-dessous, Jean Herluison fait justice de cette méchante légende. ■

www.larevuecritique.fr

THÉATRE

Anouilh : la dernière salve

La Comédie des Champs-Élysees met en scène l'œuvre ultime de Jean Anouilh, qui dénonce les familles étouffantes et les interdits de tout poil qui rognent notre liberté.

SUR LE RAYONNAGE de la bibliothèque, elles jouxtent le théâtre de Molière, de Marivaux, de Musset, de Sacha Guitry, à portée de main et de désir, ces pièces de Jean Anouilh. Bien charpentées, tendres ou cruelles et tellement justes, je les ai toujours appréciées qu'elles soient "roses" ou "noires"...
Aussi bien, me rendant à la Comédie des Champs-Élysées pour y voir son œuvre ultime, créée en 1987, m'interrogè-je : quel qualificatif lui serait-il accolé, car le titre choisi, *Le Nombril*, ne me renseigne guère. Sûrement rien de "clinique" là dedans... Alors quoi ? Peut-être suggère-t-il une morale, une éthique comme on dit de nos jours, une charge contre l'égoïsme ambiant ?
Je vais en savoir davantage, c'est certain, et c'est Francis Perrin, pyjama et robe de chambre, chapeau (pourquoi ?) sur la tête et pied goutteux bandé, qui va nous expliquer ça. C'est, nous dit-on, un auteur à succès qui, malgré une attaque de goutte, tente d'écrire une pièce de théâtre. Il connaît la recette : un bon sujet et... « *la réplique... la réplique* » clame-t-il. Pour nous, en matière de répliques, très bien servi par Anouilh, nous avons notre lot.
Notre dramaturge, quant à lui, se trouve harcelé par une famille en débandade : femme, fille et gendre coincé, ami importun, tous le questionnent, l'invectivent, récriminent au grand dam de l'écriture.

La voix du bon sens

Occasion pour Anouilh et notre Léon de dénoncer les familles étouffantes et revendicatrices, les médecins incapables, les amis sangsues, les jurys littéraires complices ou conquis à l'avance, et aussi les interdits de tout poil qui rognent notre liberté ; peut-être entendra-t-on la voix du bon sens, ce sera celle du déménageur, bon enfant, sensible au "pour boire" quotidien lors de son déchargement de colis, étiquetés "soucis quotidiens".
La pièce s'emballe vers une fin calamiteuse pour l'écrivain et sa famille. Anouilh se grise un peu de sa faconde ; on est à bout de souffle et de rires tant la satire est cruelle, voire excessive, et « *tout ce qui est excessif...* » Cependant, la mise en scène de Michel Fagadau, terminée peu avant sa disparition, sauve la mise et les partenaires de Francis Perrin sont à la hauteur, spécialement Francine Berge, extraordinaire épouse hystérique qui "hennit" suivant les dires de son mari ; tout cela n'est pas tendre. Les "filles" sont jolies et bien habillées, style "new look", les costumes sont de Pascale Bordet qui a bon goût. Davy Sardou, chapeau en paille de Panama joue le contrepoids d'Éric Laugerias, l'ami d'enfance emprunteur : une comédie humaine à l'échelle petit bourgeois. ❑

Monique Beaumont

✓ Comédie des Champs-Élysées, 15 avenue Montaigne, Paris 8e ; 01 53 23 99 19 ; site Internet : comediedeschampselysees.com

Cinéma

❑ **JE N'AI RIEN OUBLIÉ** - Depuis quelque temps, Conrad, Gérard Depardieu, a la mémoire qui flanche. Après avoir mis le feu par accident à la maison des Senn dont il était le gardien, ces derniers, parmi lesquels il a grandi depuis l'enfance, le recueillent et l'installent dans les dépendances de leur grande maison bourgeoise. Seulement voilà : la présence de Conrad dérange tout ce beau monde. À commencer par Thomas, Niels Arestrup, avec lequel, enfant, il a partagé les jeux, les leçons de piano et les voyages, mais qui a rompu le lien d'amitié, de frère, qui les unissait et qui voit d'un mauvais œil l'arrivée de cet "innocent" dans leur monde ouaté et friqué. Pas ravie non plus, Elvira, Françoise Fabian, la matriarche du genre veuve noire plus venimeuse qu'un aspic et ayant autant de sensibilité qu'une seringue hypodermique. Une Elvira qui l'héberge un peu par devoir et beaucoup par remords. Une "générosité" qui risque de lui jouer un sale tour et de faire craquer le vernis de la famille Senn. Il faut dire que si, au quotidien, Conrad oublie tout dans la minute qui suit, en revanche, ses souvenirs d'enfance et de jeunesse qu'il raconte à la bru d'Elvira, Alexandra Maria Lara, sont précis et ne collent pas du tout avec l'histoire officielle des Senn... En portant à l'écran le roman *Small World* de Martin Suter, Bruno Chiche signe un suspense dramatique très chabrolien, pétri de tendresse et servi par des acteurs épatants. De la belle ouvrage à la française qu'on n'oublie pas. ❑

Alain Waelkens

HOMMAGE

Sur des vers de Boileau

Anatole France, dans un récent *interview* du *Temps*, citait ces vers de Boileau :

Voici les lieux charmants où mon âme ravie
Passait à contempler Sylvie
Ces tranquilles moments si doucement perdus.
Que je l'aimais alors ! que je la trouvais belle !
Mon coeur, vous soupirez au nom de l'infidèle ;
Avez-vous oublié que vous ne l'aimez plus ?
C'est ici que souvent, errant dans les prairies,
Ma main des fleurs les plus chéries
Lui faisait des épreuves si tendrement reçus ;
Que je l'aimais alors ! que je la trouvais belle !
Mon coeur, vous soupirez au nom de l'infidèle ;
Avez-vous oublié que vous ne l'aimez plus ?

En ces vers pleins de charme, Boileau traite, avec une émotion à la fois profonde et retenue, le thème des grands romantiques, celui du Lac, de la Tristesse d'Olympio et de Souvenir ; et la manière dont il le traite n'a de comparable que celle dont Racine l'esquissait en un vers de Bérénice : « *Lieux charmants où mon coeur vous avait adoré.* » Ainsi apparaît la vérité du mot de Moréas, qu'il n'y a pas de romantiques et de classiques, et la justesse du commentaire de Barrès et de Maurras que seule la façon de traiter tel thème pour être dit classique ou romantique.
Ces vers où Boileau dit la mélancolie du souvenir qui se lève du théâtre de notre bonheur passé, sont d'une fraîcheur qui ont frappé ses contemporains comme nous-mêmes; et de bonne heure on voulut savoir à quelle réalité ils répondaient. Louis Racine n'hésitait pas à déclarer que Boileau n'avait jamais connu l'amour, et que ces vers ne furent qu'un jeu pour lui. Mais de meilleurs témoins de sa vie ont affirmé le contraire. Feuillet de Conches écrit à ce sujet dans les *Causeries d'un curieux* : « *Boileau composa ces vers un jour que dans une promenade solitaire au jardin du roi* [1], *il était livré tout entier aux passés à la ville et à la campagne dans la société d'une aimable et vertueuse jeune fille qu'il avait aimée. Louis Racine a beau nier le fait, le fait est attesté par les notes manuscrites du frère du satirique, l'abbé Boileau, docteur de Sorbonne et chanoine de la Sainte-Chapelle, et par les conversations du même avec l'adorateur fétichiste de Despréaux, Brossette, qui a consacré sa vie à élever à son idole le monument d'un commentaire.* » La jeune fille qu'aima Boileau s'appelait Marie de Bretonville ; elle était la nièce d'un chanoine de la Sainte-Chapelle. « *C'est elle,* ajoute Feuillet de Conches, *qu'il pressait un jour de lui dire qu'elle l'aimait, et qui, lui répondant, finissait ainsi sa lettre : Enfin, je ne saurois vous pardonner de m'avoir voulu obligé à vous dire : Je vous aime, et qui s'obstina à laisser tout au plus surprendre son secret.* »
Marie de Bretonville n'ayant pas de fortune, Boileau en possédant peu et ne se sentant pas propre au mariage [2], ils durent renoncer à se voir. Marie, après huit ans, entra au couvent et Boileau tint à lui donner la dot qu'elle y apporta. Ainsi s'acheva cette histoire d'amour dont de beaux vers restent les témoins. ■

Jean Herluison

✓ *La Revue Critique des idées et des livres*, 25 janvier 1912.

[1] Au Jardin des Plantes.
[2] L'histoire du dindon est inventée après coup ; en réalité boileau fut victime dans sa jeunesse d'une opération mal faite de la taille de la pierre.

❑ LIVRES

Tellement britanniques...

Le prochain mariage à la cour d'Angleterre invite à s'interroger sur les particularités, et les particularismes, d'une nation qui, malgré les aléas de l'histoire, n'a jamais renoncé à ses rêves et ses prétentions. Portraits...

Pourquoi ne pas l'admettre ? Il n'est pas nécessaire d'être bonapartiste pour que le nom de Wellington sonne désagréablement à des oreilles françaises. Pourtant, le vainqueur de Waterloo, francophile convaincu, en mettant fin au vol de l'Aigle, nous a épargné bien des mésaventures supplémentaires, ce dont nous devrions lui savoir gré. Antoine d'Arjuzon, auteur d'une des rares biographies du "Duc de fer" disponibles dans notre langue, en propose un portrait sensible et rend l'homme, somme toute, sympathique.

Un cadet sans avenir

Né en Irlande au printemps 1769, Arthur Wesley, ou Wellesley, duc de Wellington, appartient à l'une de ces familles de l'aristocratie anglaise que Cromwell expédia dans l'île catholique afin de l'assujettir après avoir éradiqué la noblesse locale spoliée de ses terres et de ses droits : état de fait intolérable, et de moins en moins toléré, ce dont les Wesley sont conscients, à la différence de leurs pairs, ce qui rendra Wellington, plus tard, partisan convaincu de l'autonomie. C'est d'ailleurs pour avoir défendu les droits des catholiques irlandais que, devenu Premier ministre, il chutera et perdra durablement sa popularité... C'est que, intelligent, pragmatique, foncièrement révolté par l'injustice, Wellington n'est pas homme à s'illusionner ni cautionner des choix, politiques ou stratégiques, qu'il juge perdus d'avance. Ce sont les mêmes vertus qui l'ont con-duit, cadet sans avenir, à choisir, au détriment de ses penchants personnels artistiques, la carrière des armes, où il révélera le génie que l'on sait.

Antoine d'Arjuzon fait évidemment la part belle au stratège et au guerrier ; cependant, ce personnage, le plus célèbre, n'occulte ni l'homme privé, assez malheureux, ni le diplomate, ni le politique et, sans forcer le trait, révèle un Wellington archétype d'une conception aristocratique de l'existence qui tendait, déjà, à l'aube du XIXe siècle, à se perdre. Parangon de fidélité monarchique, respectant l'adversaire valeureux, quelles que soient sa race, sa religion, ses convictions, méprisant les comportements bourgeois, aux antipodes des étroitesses victoriennes, Arthur Wellesley demeure l'un des derniers grands seigneurs européens, et force l'admiration même des plus prévenus.

La fin des guerres napoléoniennes offre à l'Angleterre l'accomplissement de son vieux rêve d'un empire colonial que la France, un temps au moins, n'est plus en mesure de lui contester. L'Inde en est le joyau, malgré l'effroyable révolte des Cipayes de 1857, débordement de violences qui ancre nombre d'Anglais dans la certitude qu'ils apportent la civilisation à des peuples barbares. Une conviction que Rudyard Kipling est loin de partager.

Un aventurier nommé Kipling

Jeune journaliste, poète et romancier, Kipling, né le 30 décembre 1865, n'a pas trente ans que la critique voit en lui un écrivain capable d'égaler, voire de dépasser Dickens. Écrasante comparaison que le garçon assume avec la tranquille fatuité de la jeunesse... Pour plusieurs générations britanniques, ce descendant de pasteurs wesleyens, qui préférera l'exotisme de la jungle et les mystères de l'hindouisme à l'austère religion familiale et aux landes ancestrales d'Écosse et du Yorkshire, incarnera l'appel de l'aventure, la gloire de l'empire, une certaine conception du patriotisme, en même temps qu'une exhortation au dépassement de soi magnifiquement résumée dans son célèbre poème *If*, avant que l'on s'avise, à l'heure de la décolonisation, de trouver à tout cela de déplaisants relents "fascisants". Kipling n'était certes pas un écrivain de gauche, et cette évidence l'a beaucoup desservi dans la seconde moitié du XXe siècle, surtout en France. Même son appartenance revendiquée à la franc-maçonnerie n'a pas suffi à le blanchir... La biographie que lui consacre Charles Zorgbibe apportera donc son lot de surprises au lecteur français. Travail ambitieux qui embrasse à la fois une vie, une œuvre, en général mal connue du public francophone, et une époque, car la carrière et les engagements de Kipling ne sauraient se comprendre en dehors de leur contexte politique et social. "Chantre de l'empire", ce qui le conduira à soutenir la répression contre les Boers comme à armer en Ulster les milices protestantes, Kipling se révèle, quand il parle de son Inde natale, avocat sensible des indigènes en même temps que défenseur lyrique de l'œuvre accomplie par des administrateurs et des soldats dont il célèbre le dévouement et l'héroïsme. Choix paradoxal seulement pour les mentalités actuelles... On émerge de cette vie aux allures de fresque tumultueuse haute en couleurs désireux de lire ou relire, avec un regard neuf, une œuvre aujourd'hui réduite injustement à de la littérature enfantine.

Winston Churchill, personnage de fiction ?

25 % des jeunes Britanniques pensent que Winston Churchill est un personnage de fiction... Hallucinant résultat d'un enseignement qui bannit l'histoire de ses programmes. Reste à savoir si le principal intéressé n'eût pas trouvé la chose amusante tant il est vrai qu'il y avait en lui du héros de roman picaresque. À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la bataille d'Angleterre, Pierre Assouline a rassemblé dix universitaires français et anglais « *à la recherche de Winston Churchill* ». Cette série de débats en style parlé ne constitue pas une biographie, tout au plus une approche thématique croisée, mais se révèle souvent intéressante, notamment en ce qui concerne la francophilie de Churchill, ses rapports conflictuels avec De Gaulle, sa décision d'attaquer Mers el-Kébir, sa façon d'écrire l'histoire, son choix du "grand large", l'alliance américaine, de préférence à la voie européenne. Hélas on n'échappe pas aux poncifs habituels sur 1940, Vichy, l'Occupation, même pas à la « *divine surprise* » interprétée comme un cri de joie de Maurras à l'annonce de la défaite...

Margaret Thatcher

Battu aux élections de 1945, le "vieux lion" reviendra brièvement aux affaires en 1951. Sans doute n'aura-t-il jamais l'occasion de repérer, dans les rangs du parti conservateur, la jeune étoile montante du mouvement, une certaine Margaret Roberts, alors âgée de vingt-cinq ans, qui se fera connaître sous le nom de son mari : Thatcher. Jean-Louis Thiériot est avocat et biographe, professions qui se rejoignent heureusement dans ses livres puisqu'il plaide, avec une belle fougue, des causes qui ne sont pas toujours, tant s'en faut, gagnées d'avance. Pour avoir beaucoup pleuré à la mort de Bobbie Sands, j'ai toujours gardé envers la "Dame de fer" une solide rancune et nombre de préjugés sur lesquels il me semblait quasi-impossible de revenir. Or, en refermant le livre de Me Thiériot, je me suis surprise, sinon à apprécier Maggie Thatcher, du moins à l'admirer, voire à la comprendre. L'exploit n'est pas petit, pas plus que celui de réussir à rendre passionnantes des questions sociales et économiques plutôt arides.

Un monstre de volonté

Fille d'un épicier qui s'était fait à la force du poignée, et qui lui enseigna, avec l'amour de la patrie, le respect des vertus protestantes et le sens de l'économie domestique, Margaret Roberts s'arracha à son milieu, sa condition, dans une société très cloisonnée peu favorable aux ambitions féminines. Bourreau de travail, monstre de volonté et d'ambition, capable de mener de front vie de famille, diplômes et carrière politique, elle finit par s'imposer à la tête du parti conservateur, telle l'héritière spirituelle de Churchill, et rendit à une Grande-Bretagne en proie à des doutes existentiels et ravagée par la crise, la foi en ses destinées, l'orgueil de son passé et la confiance en son avenir. Quelques années plus tôt, un pareil résultat était impensable. Tout Anglais devrait éprouver la plus vive gratitude envers cette femme dont Mitterrand, bon connaisseur, disait qu'elle « *avait les yeux de Caligula et la bouche de Marilyn Monroe* », et qui, en trois mandats, fit tant pour son pays. Le reste du monde est en droit, en estimant ce qu'il en coûta de larmes et de sang, de demeurer plus réservé. ■

Anne Bernet

✓ Antoine d'Arjuzon : *Wellington*, Perrin, 520 p., 24 €.
✓ Charles Zorgbibe : *Kipling*, Fallois, 495 p., 24 €.
✓ Sous la direction de Pierre Assouline, *À la recherche de Winston Churchill*, Perrin, 195 p., 16 €.
✓ Jean-Louis Thiériot : *Margaret Thatcher*, Fallois, 460 p., 22 €.

Lus aussi

❑ Au XVIIIe siècle, on appelait cela l'anglomanie ; Olivier Barrot préfère parler d'anglopathie mais au final, le phénomène reste le même : un goût touchant à la fascination pour nos voisins d'outre-Manche et leurs étranges façons d'être. Sous des dehors faussement légers, ce petit livre évoque avec justesse tout ce qui fait de l'Angleterre un univers définitivement dépaysant.

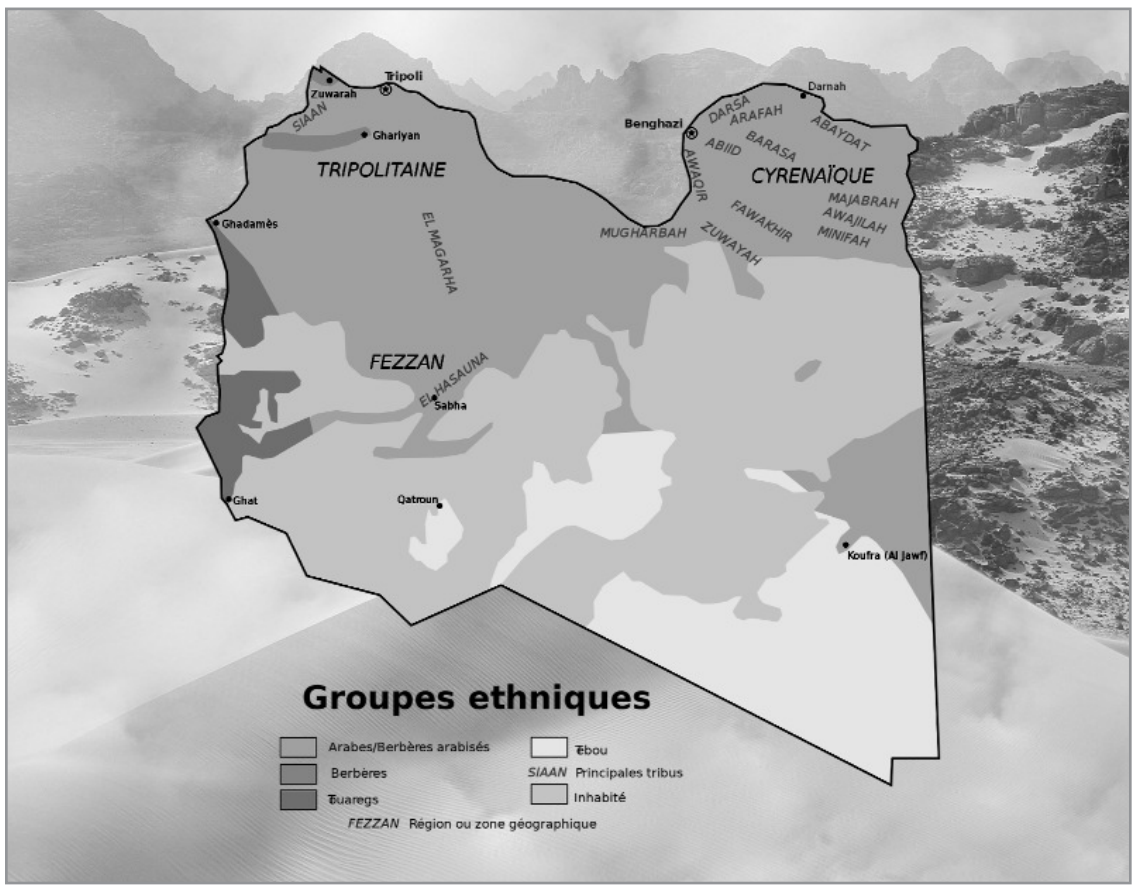
❑ Agatha Christie, au fil d'une œuvre littéraire magistralement conduite, quoique souvent boudée par la critique, aura donné de la société britannique une vision devenue universelle, mais totalement fictive, ce qu'elle savait fort bien. Ce n'est pas son moindre charme.
Pour la première fois, voici réunis, en français, une courte biographie, une étude thématique de ses romans, une bibliographie commentée (à éviter impérativement si vous ne voulez pas savoir qui est l'assassin...) et une filmographie. Un ouvrage de référence pratique et intelligent.

✓ Olivier Barrot : *Mon Angleterre*, Perrin, 160 p., 14 €.
✓ Brigitte Aufort, *Agatha Christie, parcours d'une œuvre*, Encrage, 240 p., 15 €.

❑ DES GRECS À KADHAFI

Décryptage de l'enjeu libyen

La France et ses alliés déploient leurs avions dans le ciel d'un territoire à l'unité fragile, promue, un moment donnée, par des puissances extérieures. Retour sur l'histoire de la Libye.



À l'inverse de ce qu'on avait fait croire aux opinions occidentales, la guerre de Libye s'enlise. Kadhafi tient bon et malgré de très fortes frappes aériennes, au moins trois-quarts de ses forces armées sont intactes. Ne pouvant intervenir sur le terrain, les puissances occidentales devront-elles armer les rebelles là où les éléments venus d'El-Qaïda sont puissants ? La résolution onusienne ne le permet pas et la vocation de l'ONU n'est pas d'encourager et de promouvoir une guerre civile, terreau de l'islamisme radical. On pourrait s'orienter vers une sorte d'impasse et même la partition de fait du pays, sans exclure un arrangement entre les partis engagés contre Kadhafi et le pouvoir central.

Un pays artificiel

La Libye actuelle, comme tant d'autres pays, est de création toute récente. Cette terre de 7 760 000 km², peuplée par 6 597 000 habitants, dont 165 000 étrangers, est quasi désertique à plus de 90 %. Elle est surtout tribale. Elle n'a ni histoire continue, ni véritable unité nationale. La Libye a été structurée par les "puissances" et les nécessités d'un moment de l'histoire. Elle pourrait être destructurée de la même manière. Ces terres ont été baptisées du nom de Libye par des Grecs qui y avaient établi quelques comptoirs. L'empire des Pharaons avait souvent eu à souffrir des incursions des tributs "sauvages" établies à ses frontières de l'Ouest. Les Phéniciens, puis les Carthaginois y sont passés, ont établi des cités ; puis la région a longtemps été dominée et administrée par Rome, avant de subir l'invasion des empires arabes ommeyade et abbasside, qui ont islamisé et arabisé les tribus habitant les bandes côtières. Les dynasties maghrébines, puis l'empire ottoman y sont passés aussi. La domination ottomane fut longue mais symbolique. Les tribus locales, les confréries religieuses y sont restées toutes-puissantes tandis que d'autres pays du Nord de l'Afrique, Égypte, Tunisie, Maroc, ayant une vraie histoire nationale, des dynasties qui les avaient façonnés, ainsi que leur civilisation propre, constituèrent des nations cohérentes. La Libye n'est ni la Tunisie, ni l'Égypte, ses deux voisins d'est et d'ouest, ni le Maroc.

Au cours du XIXe siècle, les régions côtières ont été conquises par les Italiens, toujours en quête de constituer un empire colonial. L'empire ottoman déclinant leur "cède" la Libye en 1911, la "communauté internationale", ou plutôt les "Puissances" comme on disait alors, officialise le traité de Lausanne (Ouchy) en 1912. Dès lors, une partie de la Libye se soulève contre la domination italienne. La résistance est menée par les Sénoussides, tribu-confrérie religieuse. La répression est féroce et sanglante. La guerre dure jusqu'en 1931. Mussolini crée, en 1934, la "colonie italienne de Libye". Il ne serait donc pas erroné de dire que ce pays, dans son état actuel, est une création italienne et n'a même pas cent ans d'existence. La comparaison avec l'Irak, création artificielle britannique (et subsidiairement française, puisque les deux "puissances" s'étaient partagé les débris de l'empire ottoman) ne serait pas sans intérêt analytique et politique.

Le reste de l'histoire de ce pays est plus connu : la Seconde Guerre mondiale, l'invasion de la côte libyenne par les forces du maréchal Rommel (Afrika Korps), le recul et la défaite des Allemands et des Italiens. Dès lors, les trois régions qui composaient la Libye italienne sont provisoirement administrées par la Grande-Bretagne (la Tripolitaine et la Cyrénaïque) et par la France (le Fezzan). En 1950, l'ONU recrée la Libye, y établit une monarchie et le chef des Sénoussides, Idriss, est proclamé roi après l'officialisation de l'indépendance. Il restera au pouvoir jusqu'en 1969. Période relativement calme pour le pays.

Kadhafi au pouvoir

Profitant d'un voyage du roi en Turquie, son pays de prédilection, un groupe d'"officiers libyens" présidé par le colonel Muammar Kadhafi, né à Syrte, en Tripolitaine, en 1942, prend le pouvoir en 1969. À l'instar de Nasser en Égypte, il proclame la "république arabe libyenne" sous le signe « *de l'islam, du socialisme et de l'unité arabe* ». Kadhafi, personnage déséquilibré et paranoïaque, tente d'unir son pays à l'Égypte, au Soudan, à la Tunisie, au Maroc, à la Syrie même, mais échoue naturellement. Il transforme ensuite son pays en "Jamahiriya", "populocratie arabe libyenne socialiste". Mais surtout, grâce à ses revenus pétroliers, il devient trésorier du terrorisme international, ce qui lui attire, déjà, les foudres des États-Unis en 1986.

La Libye est un riche pays pétrolier. Elle produisait, avant cette guerre, 1 790 000 barils par jour. 95 % de ses exportations (l'Italie est son premier client, plus du tiers), 25 % du PIB (2010), 80 % du budget de l'État... Le pétrole et le gaz lui ont apporté plus de 89 milliards de dollars l'an dernier. On parle moins de son gaz : 15,9 milliards de m³ produits, plus de deux tiers exportés. La Tripolitaine est plutôt une région gazière, la Cyrénaïque, capitale Benghazi, une région pétrolière. Ce qui, économiquement parlant, rend possible une partition. La Libye, pays du tiers-monde, n'est pas un pays pauvre. Loin de là. Certes, le revenu par tête officiel de 13 800 dollars (2010) ne signifie rien en soi. La corruption de l'entourage du "guide" et les dépenses extérieures du régime absorbent une partie considérable des ressources. Mais, comparativement, sur le plan de l'éducation, de la santé, du logement, le Libyen vit mieux que l'Algérien par exemple. Les femmes y sont libres malgré un certain respect de l'islam.

L'enjeu pétrolier

Que les manifestations de Benghazi, ville de tradition sénoussiste et contestataire, aient été sincères, peu de doute. Mais il ne faudrait pas penser pour autant que tous les Libyens soient opposés au régime, aussi dictatorial et abject soit-il sur certains points, ni partisans d'une démocratie à l'américaine. Le régime de Tripoli a adroitement exploité le sentiment du patriotisme des habitants. Quel peuple souhaite la domination de l'étranger ? Quoi qu'en pensent BHL et certains ministres et commentateurs occidentaux, les bombes de la "coalition", si elles ont brisé une partie des forces de Kadhafi, ont pu lui rendre service, lui donner une posture de martyr, qu'il exploite.

Le pétrole libyen a été nationalisé par les "officiers libyens" après le coup d'État. Certaines grandes compagnies lorgnent vers cette richesse. La guerre de Libye, comme celle de l'Irak, est aussi une guerre du pétrole. Les deux avions de chasse du Qatar, venus de cette petite pétro-monarchie pour donner un caractère "arabe" à l'opération de l'Otan, auraient été envoyés contre la promesse d'une concession pétrolière à certaines sociétés appartenant à son fonds souverain !

La guerre pourrait vite se terminer par une défaite de Kadhafi, ou plus probablement par un compromis. Mais elle pourrait s'enliser. L'opinion occidentale s'en fatiguera et on pourrait ainsi assister à une partition de fait du pays : la Tripolitaine gazière d'un côté, la Cyrénaïque pétrolière de l'autre ; la partie désertique, le Fezzan, intéresse moins de monde. Une évolution, voire un changement du régime libyen aurait été et reste souhaitable. Un éclatement du pays, tant de dégâts, de victimes et d'argent perdu pour l'installation d'un chaos à l'irakienne, avec une partition de fait ou de droit, laisseraient un goût amer. ■

Pascal Nari

ALGÉRIE

Roumi et fier de l'être

L'Algérie au cœur.
Et plutôt deux fois qu'une.

DES LIVREs sur les dernières années de l'Algérie française, il en est paru beaucoup, pas toujours d'une grande originalité, mais intéressants quand ils avaient une valeur historique et émouvants quand ils offraient l'accent du "vécu", forcément dramatique.

Celui de Jean Taousson, *Adieu roumi*, cumule la vérité d'un document, la sincérité d'un témoignage, la vivacité d'un récit et la séduction d'un roman puisque l'action se situe en un lieu et un temps où la fiction, romanesque ou meurtrière, était la réalité.

L'auteur pourrait bien dire : « *Ma vie est un roman.* » Un roman si riche et un héros si nuancé que celui-ci a besoin de s'incarner en deux personnages pour retracer toutes les péripéties d'une vie mouvementée et en expliquer les contrastes, sinon les contradictions.

Né en 1930, à Alger, Jean Taousson a vécu l'âge d'or de l'Algérie française en amoureux fou de la vie, de sa ville, des femmes, du sport, de la mer, du soleil, des copains ; puis en desperado du dernier baroud ; enfin en paria arraché à son pays mais dont rien n'arrachera jamais le pays de son cœur.

C'est la trame de cet ouvrage où l'on va suivre les pérégrinations de Marc et Mathias nés le même jour dans deux familles voisines sur le même palier d'un immeuble d'Alger, deux amis inséparables et cependant deux tempéraments dissemblables : ils sont tous les deux attachés à l'Algérie, mais ils n'ont pas le même point de vue sur la meilleure façon de la garder française. Et c'est au moment de la perdre qu'ils vont découvrir à quel point elle est belle et combien le bonheur d'y vivre est fragile.

À la fin, on s'aperçoit que si Jean Taousson n'a fait que parler de lui – et doublement puisqu'il se dédouble – il n'en a pas moins raconté les trente dernières années de l'Algérie française comme on ne l'avait encore jamais fait.

Adieu roumi est édité par une petite maison dirigée par une jeune femme intrépide qui ne semble redouter que deux choses : la pensée en bois et le style en plomb. ❑

Norbert Multeau

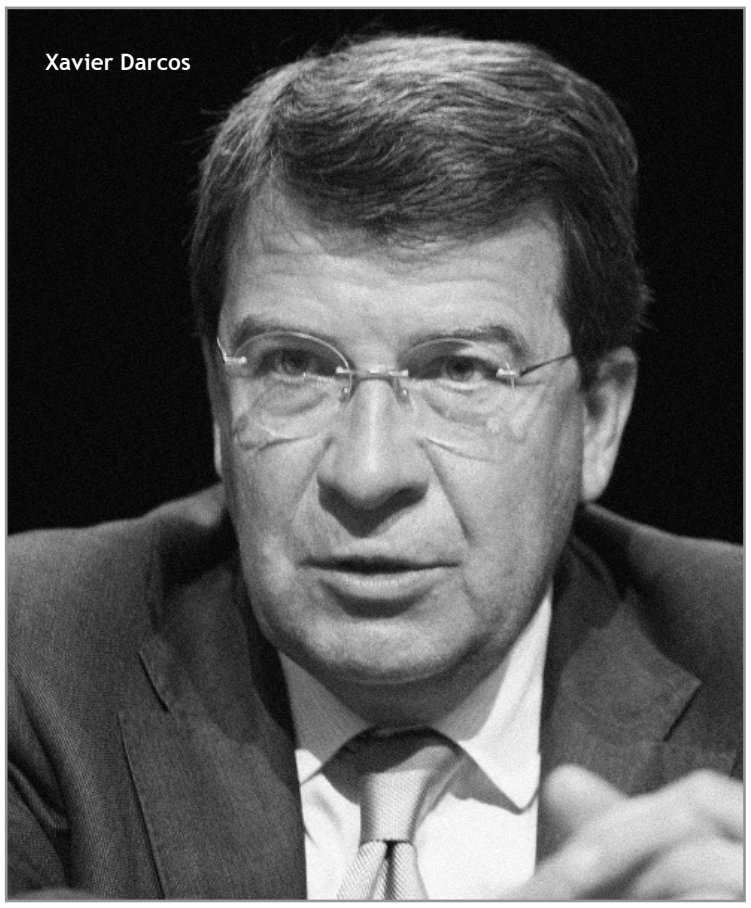
✓ Jean Taousson, *Adieu roumi*, Atelier Fol'Fer, 460 p., 30 euros.

❑ ÉDUCATION

Darcos, l'école et la nation

Fort de ses deux années passées rue de Grenelle, Xavier Darcos se place sous le patronage de Démosthène et Clemenceau pour développer sa conception de l'école. Analyse critique.

Dans le cadre de la séance solennelle sur « *les nouveaux défis de l'éducation* » du 1er mars 2011, Xavier Darcos a pris la parole en tant que secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques pour présenter la manière dont il conçoit l'école dans ses rapports à la nation.


Xavier Darcos

Facteurs d'unité

Se plaçant sous le patronage de Démosthène et de Clemenceau, ces deux grands orateurs et représentants de la rhétorique classique et moderne, il les loue et les compare pour constater l'insuffisance de la démocratie comme seul facteur d'unification d'un peuple : « *La Grèce avait la démocratie et elle avait l'intelligence. Pourtant elle était vouée à être vaincue. Parce qu'elle ignorait les liens qui unissent une nation.* » La nation, Xavier Darcos la conçoit à travers la définition qu'en donne Ernest Renan en 1882 dans sa conférence à la Sorbonne : *Qu'est-ce qu'une nation ?* Seulement, il en omet l'un des principes fondamentaux, ne considérant que le principe électif et volontaire de la nation française pour appuyer sa thèse : « *Devenir français, c'est devenir citoyen français. Il faut donc susciter, entretenir, transmettre les ferments de l'unité : tel est l'enjeu premier de la nation. Et c'est l'école qui s'en charge.* » N'oublions pas que pour Renan, la nation est également un héritage, un ensemble de souvenirs et de traditions culturelles venues du passé. C'est cette tradition qu'il s'agit de transmettre par l'école ; c'est elle qui constitue ces ferments d'unité. La volonté de devenir français ne suffit pas, ni pour faire une nation, ni pour permettre une bonne éducation.

École et nation sont ainsi liées en ce sens qu'elles se regardent et se reflètent selon Xavier Darcos : « *L'École nous renvoie l'image de notre société et surtout de ses blessures. Les soubresauts de la vie sociale y laissent leur réplique : discrimination, intégration, violence, crise de l'autorité.* » Cette contamination de l'espace politique au sein de l'école lui semble saine, et loin de la remettre en cause, il entend l'organiser à sa convenance. Pourtant, l'école ne devrait pas avoir à servir d'outil social, sociétal ou politique, ou du moins ne devrait pas se penser comme tel. Sanctuaire du savoir, lieu de transmission et de formation essentiel, l'école doit s'approprier une certaine opacité vis-à-vis du monde extérieur. Hannah Arendt, au chapitre 3 de *La Crise de l'éducation*, disait ainsi que « *l'enfant a besoin d'être tout particulièrement protégé et soigné pour éviter que le monde puisse le détruire* ». Ce cadre dont il a besoin, c'est celui de la famille. L'école est ce le lieu de transition entre le domaine privé et le domaine public, un espace intermédiaire dans lequel siègent les représentants du monde que sont les professeurs.

L'enfant submergé

Que l'enfant soit submergé trop vite par « *la lumière impitoyable du domaine public* » (*Ibid.*), et le voilà incapable de suivre le rythme et la logique inhérente à l'apprentissage scolaire : pensons aux différents objets encombrants, tels que l'ordinateur ou le téléphone portable, qui implantent cet environnement de l'immédiateté dont l'école devrait se soustraire. Ce danger de la culture du "Net", Xavier Darcos le constate mais seulement dans sa façon de donner la prééminence au mondial sur la proximité : « *Rien n'est plus néfaste que de substituer aux êtres particuliers l'abstraction de l'humanité.* » Nous ne saurions le contredire sur ce point.

Il ne prêche heureusement pas avec son temps, celui qui succède aux *Héritiers* de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron. Il en reprend pourtant les termes et la logique de penser. L'école devrait ainsi « *garantir la justice sociale et l'égalité des chances* » ; « *si l'École a réussi à scolariser tout le monde, elle a échoué dans sa mission d'intégration et de promotion* ». Voici l'école devenue un lieu de socialisation, un instrument de domination reproduisant les inégalités inhérentes à l'espace social et qu'il s'agit de condamner. Selon Bourdieu et Passeron, l'enseignement traditionnel « *présuppose implicitement un corps de savoirs, de savoir-faire et surtout de savoir-dire qui constitue le patrimoine des classes cultivées* ». De ce constat surgit la nécessité de s'opposer à ce savoir traditionnel pour ne plus reproduire les inégalités, ce qui a participé à la constitution de ce que Jean-Paul Brighelli a appelé la « *fabrique du crétin* », que nous connaissons encore. Xavier Darcos, pour répondre à ce constat, fait très justement l'éloge des savoirs de base qu'il s'agit de renforcer à l'école primaire : lire, écrire et compter. Enfin, avons-nous envie de dire ; il était temps : l'école est bien, avant tout, le lieu de transmission des savoirs ! En conformité avec la pensée classique, Xavier Darcos lie le langage et la pensée pour appuyer son argumentation, et ajoute à son programme la nécessité de savoir parler et de savoir bien parler. Comment ne pas penser alors à Boileau dans le chant I de son *Art poétique* ? « *Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire viennent aisément.* »

Le rôle des parents

À cela s'ajoute un dernier constat : « *L'école ne peut réussir toute seule. Les principaux alliés doivent être les parents d'élèves.* » Seulement, celui-ci n'est appuyé que par quelques phrases pleines d'évidences, sans réelles propositions, et l'ancien ministre semble verser ici dans le déni du réel : « *On parle beaucoup de la crise de la famille, laissant imaginer que de nombreux enfants seraient comme livrés à eux-mêmes. Ce n'est fort heureusement pas vrai.* » C'est qu'il aurait fallu évoquer des sujets plus brûlants : l'ingérence de l'État dans le domaine familial, le problème social des familles recomposées, du féminisme, de l'obligation pour les deux parents de travailler plus qu'il ne faudrait, *etc*. Le sujet est habilement passé sous silence, la logique de conflit entre les parents et les professeurs faisant office d'unique problème sur ce sujet.

« *Le ministère de l'Éducation nationale est celui du destin* », finit-il par affirmer. Nous ajouterons : c'est également celui du passé, de sa conservation comme de sa transmission, sans oublier que « *la vraie tradition est critique* » (Charles Maurras, *Mes Idées politiques*). À ces nouveaux arrivants que sont les enfants, il faut transmettre un monde dont nous avons la charge ; un héritage et un royaume dont nous avons la responsabilité. ■

Dimitri Julien

L'ACTION FRANÇAISE 2000 — **BULLETIN D'ABONNEMENT**

✓ Civilité . . . . . .
✓ Prénom . . . . . .
✓ Nom . . . . . .
✓ Adresse . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
✓ Code postal . . . . . .
✓ Commune . . . . . .
✓ Téléphone. . . . . .
✓ Courriel . . . . . .

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)
❑ France . . . . . .80 €
❑ Étranger . . . . . .140 €
Abonnement ordinaire
❑ Un an . . . . . .125 €
❑ Six mois . . . . . .70 €
Abonnement de soutien
❑ Un an . . . . . .150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
❑ Un an . . . . . .70 €
Outre-mer (un an)
❑ DOM . . . . . .135 €
❑ TOM . . . . . .165 €
Étranger (un an)
❑ Europe . . . . . .165 €
❑ Autres pays . . . . . .178 €

Feu sur Luc Ferry

DISSERTANT sur la thèse de Fukuyama à propos de « *la fin de l'histoire* » dans le Figaro du 24 mars 2011, Luc Ferry penche pour lui donner raison, « *pourvu* », dit-il « *qu'on fasse l'effort de la comprendre. À coups de contrevérités, de définitions utopiques, d'aveuglement généralisé, cette thèse s'avère perspicace.* »

La réalité semble différente. Grand maître malchanceux de l'Éducation nationale, Luc Ferry nous impose le mot charmant de Tristan Bernard avant guerre : « *Vous avez remarqué, mon cher ami, les progrès, les immenses progrès de l'ignorance.* » En effet, évoquant la prétendue « *révolution* » iranienne, il affirme qu'il n'a pas lu les déclarations de M. Khomeiny dans *Pour un gouvernement islamique* traduit par ses amis et publié en France en août 1979. Il n'a pas fait l'effort de comprendre que les brandons de discorde allumés dans tous les pays musulmans, arabes ou non, proviennent de cette origine empoisonnée. Elle prône une guerre sainte pour installer un gouvernement mondial d'un terrorisme fanatique. Il montre aussi qu'il ignore que le bon président Carter (de la démocratie étasuniennes) a dépensé 150 millions de dollars pour inventer et imposer Khomeiny.

Dans un véritable état d'exaltation Luc Ferry affirme : « *La démocratie n'est pas occidentale, elle est humaine ; elle n'est pas particulière, elle est universelle.* » Or la démocratie est parfaitement étrangère à tous les peuples orientaux, à leurs traditions, à leur mœurs. À l'heure actuelle, c'est la forme la plus hypocrite et la plus venimeuse de l'impérialisme colonialiste étasunien. Le mot d'ordre répandu uniformément par la CIA en Tunisie, en Égypte, en Syrie provient de la même origine. S'il réussit, ce qui n'est pas impossible, il entraînera la ruine, puis la spoliation des pays arabes et musulmans. Il convient aussi de ne jamais oublier que Mussolini et Hitler furent portés au pouvoir de façon tout à fait démocratique. Il convient surtout de se souvenir que l'antidote existe, donné au XIXe siècle par l'immense poète Edgar Poë dans son admirable colloque entre *Monos et Una* : « *En dépit de la voix haute et salutaire des lois de gradation qui pénètrent si vivement toutes choses sur la Terre et dans le Ciel des efforts insensés furent faits pour établir une Démocratie universelle.* » ❑

Perceval

❑ CINÉMA & LITTÉRATURE

Regard sur la science-fiction

Nous évoquions dans notre précédent numéro des œuvres de science-fiction qui peuvent se prêter à une lecture réactionnaire : les romans *1984* et *Globalia* et les films *Equilibrium* et *The Island*. Voici deux autres exemples : *Bienvenue à Gattaca* et *Les Monades urbaines*.

Bienvenue à Gattaca, réalisé par Andrew Nicol et sorti en 1997, présente un monde futuriste où les êtres humains sont conçus génétiquement afin d'éviter des malformations physiologiques ou des maladies liées au génome. Ces manipulations permettent aux parents d'assurer à leurs enfants un avenir dans une société qui sacralise la performance individuelle liée au génotype de chacun. Ainsi, ceux dont les gènes garantissent la meilleure forme physique, la meilleure santé et la plus longue espérance de vie sont au sommet de la hiérarchie sociale. Les humains conçus de manière naturelle sont des "invalidés". Ils forment les rebus d'une société qui ne les admet que pour accomplir les plus basses besognes. Les emplois de haut niveau leur sont fermés, quand bien même ils disposeraient des compétences et de la condition physique requises.

Conception artificielle

Vincent Freeman est un "invalidé" : ses parents ont fait le choix de le concevoir naturellement, de « *se confier entre les mains de Dieu* ». Ils avaient prévu de lui faire porter le prénom d'Anton, celui de son père, mais ce dernier décida, au dernier moment, lorsqu'il apprit les risques de déficiences cardiaques de son enfant promis à une mort jeune, de le nommer Vincent. Le prénom d'Anton sera finalement attribué à son frère cadet, conçu artificiellement pour ne pas renouveler la première expérience. Les deux frères entretiendront une rivalité féroce quoique latente pendant toute leur enfance qui aboutira à la victoire inattendue de Vincent sur son frère lors d'une ultime course de natation.

Ayant fui le domicile parental, Vincent n'aura qu'un seul objectif : réaliser son rêve d'enfance et voyager dans l'espace en intégrant Gattaca et ses programmes spatiaux. Pour ce faire, il lui faudra commettre l'un des pires crimes de son époque : usurper l'identité d'un autre, d'un "validé", Jerome Morrow, qui lui fournira échantillons de sang et d'urine afin de mener à bien leur entreprise. Ils sont au départ simples complices, mais une amitié solide finira par se nouer entre eux. Défiant les statistiques et les prévisions sur son avenir, Vincent deviendra vite l'un des meilleurs éléments de Gattaca, tant sur le plan intellectuel que physique.

D'aucuns pourraient se chagriner de la critique radicale que le film fait des déterminismes. En effet, le message de *Bienvenue à Gattaca* n'est pas dépourvu de toute ambigüité : la mesure de l'homme se trouve dans l'acte et non dans la naissance. Et l'on pourrait trouver là une contradiction fondamentale avec la pensée réactionnaire, et même avec la pensée monarchique qui, au contraire, accorde une grande importance à la naissance. Peut-être l'auteur de l'histoire l'a-t-il vu ainsi mais, à notre sens, le problème ne se pose pas de la sorte : *Bienvenue à Gattaca* ne remet pas en cause les hiérarchies naturelles tirées de l'héritage et de la nécessité, fondement de l'aristocratie (au sens philosophique du terme), mais montre l'aspect abject d'une hiérarchisation non pas naturelle mais artificielle : la fabrication génétique des hommes.

Aristocratie et hérédité

L'aristocratie est un principe qui s'inscrit dans une dynamique tendant à l'élévation de l'Homme par l'effort et le service rendu, au lieu de reposer sur une supériorité génétique. Si elle intègre comme l'un de ses fondements l'hérédité, elle ne s'oppose ni à l'ascension sociale, ni même à la déchéance de familles incapables de rendre les services que l'on attendait de leur nom. Dans *Bienvenue à Gattaca*, la nouvelle "aristocratie" qui se crée par manipulations génétiques n'est pas une aristocratie du service, n'est pas une aristocratie du bien commun : elle est une "aristocratie" du "surhomme", l'Homme égoïste, imbu de lui-même, cherchant à devenir incessamment meilleur non pas pour les autres mais contre les autres, pour lui-même.

Une société basée sur la manipulation génétique est par essence un régime de l'écrasement du plus faible par le plus fort, puisqu'il n'est pas fondé sur le devoir mais sur la supériorité acquise à la naissance. Supériorité non par l'héritage mais par la manipulation scientifique. Le surhomme ne doit rien aux autres. La société est entièrement tournée vers lui quand l'aristocrate est tourné vers la société qu'il doit servir, ce qui répond à sa nature même d'aristocrate. L'aristocrate existe pour la société quand le "surhomme" existe en dépit de la société, nécessairement plus médiocre que lui. C'est en cela que la dénonciation du déterminisme par le film *Bienvenue à Gattaca* n'entre pas en contradiction avec la pensée réactionnaire qui n'a pas intégré, et heureusement, le déterminisme biologique dans son corpus doctrinal.

Et puisque « *la vraie tradition est critique* », il convient peut-être de rappeler que la chute de l'Ancien Régime n'a pas été causée par un prétendu manque de liberté : l'Ancien Régime a chuté parce qu'il s'était sclérosé, que sa noblesse n'avait plus rien d'aristocratique et parasitait un régime qui ne trouvait plus en lui-même la force de générer une nouvelle aristocratie dans laquelle la nation se serait reconnue. L'une des principales raisons de la chute de l'Ancien Régime, c'est donc que la noblesse s'était, d'une certaine façon, muée d'une aristocratie du service en une aristocratie "biologique".

Autre œuvre de science-fiction : *Les Monades urbaines*, un roman écrit par Robert Silverberg publié en 1971. Le livre se présente comme une compilation de sept nouvelles liées par les personnages qui y apparaissent et le lieu de l'action : la Monade 116.

Urbanisme étouffant

La Terre, en l'an 2381, compte soixante-dix milliards d'êtres humains vivant dans les monades, d'immenses tours d'une hauteur de trois kilomètres regroupées en constellations, avec une totale promiscuité. Les monades sont elles-mêmes compartimentées en villes regroupant chacune quelques étages, les villes des étages supérieurs rassemblant les hauts administrateurs, et celles de plus bas étant les "paupos". Dans ces monades, où ne règne qu'une seule devise : « *croissez et multipliez-vous* », la propriété n'existe plus et des notions telles que la jalousie, les frustrations ou l'égoïsme ont disparu. La liberté sexuelle y est absolument totale et va jusqu'à constituer une valeur sociale : si le mariage existe toujours, il n'implique aucune fidélité sexuelle dans le strict cadre conjugal, bien au contraire, la société toute entière repose sur l'échangisme des partenaires au point que se refuser sexuellement à une autre personne est un grave crime asocial. Quittant rarement leur étage, ne s'aventurant jamais hors de leur monade, les terriens de ce XXIVe siècle sont convaincus de vivre un âge d'or de la civilisation dépourvu, des inquiétudes du XXe siècle liées au risque de la surpopulation et à l'anarchie du monde horizontal et non planifié. Ce monde pourrait sembler idyllique, voire idéal pour nombre de nos progressistes d'aujourd'hui : les nations sont effacées, les communautés dissoutes, la famille n'y est plus qu'une coquille vide et la liberté sexuelle est parvenue à son paroxysme (et y est même imposée). La société est entièrement planifiée par les administrateurs qui s'assurent que le parfait équilibre de la monade soit maintenu, que ses habitants ne manquent de rien et que la croissance de la population soit maintenue. L'Homme des monades urbaines est bel et bien un "homme nouveau".

Le côté obscur d'un monde libéral

Pourtant, plus l'on progresse dans le roman, plus le monde parfait semble cacher un enfer. Les déviants, ceux qui se révoltent contre cet ordre planifié et cette absence totale d'intimité, sont des "anomo" : ils éprouvent des émotions interdites telles que la jalousie, le sentiment d'attachement ou encore l'envie d'entrer en contact avec le monde extérieur, le monde naturel que les habitants des monades ne peuvent contempler qu'à travers les fenêtres de leurs appartements. Les anomos sont soignés ou, selon la gravité de leur anormalité, exécutés par la chute : ils sont jetés du toit de la monade.

Robert Silverberg fait partie de ces auteurs à mettre dans la mouvance d'Orwell ou d'Huxley. Il s'interroge dans ce livre sur les risques totalitaires que présente la société urbaine libertaire et déracinée. À une époque où l'inquiétude dominante était celle de l'augmentation de la population mondiale, l'auteur essaie d'imaginer un monde où, pour survivre, l'humanité pousse à l'extrême l'urbanisation de la société en s'enfermant dans d'immenses tours babéliennes. Il démontre ainsi combien une société prétendument parfaite peut au final incarner l'horreur du totalitarisme, combien le libéralisme sexuel, présenté pourtant comme un progrès par tous les tenants de la pensée unique progressiste d'aujourd'hui, peut être un facteur d'asservissement de l'homme dépourvu des sentiments de fidélité, d'attachement, de choix. Enfin, l'auteur pose la question essentielle : lorsque l'homme sera devenu totalement urbain, aura déserté les campagnes et se sera coupé du réel pour s'enfermer dans l'artificiel, sera-t-il toujours un être humain libre ?

Alors que nos villes bétonnées produisent des phénomènes sociaux inquiétants voire alarmants, que nos cités produisent du cosmopolitisme et du déracinement, coupant les Français de leurs racines et diluant progressivement leur identité, ces questions que nous offre Silverberg sont à méditer... et constituent une base de réflexion pour la contre-révolution qui vient. ■

Stéphane Piolenc

Quartier Latin : une agression repoussée

La vente de *L'Action Française 2000* par les étudiants, qui a lieu chaque semaine sans incident au quartier Latin, semble soudain défriser les nostalgiques de l'époque de domination des nervis de l'ultra-gauche qui ne connaissent comme mode de discussion que le poing américain ou la barre de fer.

Mercredi 16 mars, nos militants s'attendaient à la concrétisation violente de quelques gestes de provocation qui avaient eu lieu les semaines précédentes. Ils ne s'étaient pas trompés : à quelques minutes de la fin de la vente, qui s'était déroulée jusque-là sans accrocs, nonobstant un contrôle de police, un vendeur ne vit pas s'approcher de lui un groupe de cinq individus qui sortaient de la bouche de métro, tout proche, occupé qu'il était de rendre la monnaie à un acheteur. Il reçut un coup de poing à la face et répliqua aussitôt. Un camarade venu immédiatement à son secours, se trouvant aux prises avec les complices de l'agresseur, finit par succomber sous le nombre et fut frappé au sol. C'est alors que les autres vendeurs, revenus de leur surprise, se ruèrent sur les guignols, et comme dit la chanson : « *donnèrent, je vous assure, un spectacle assez croquignole* ».
Sous les coups, violents, répétés et bien ajustés de nos militants qui s'en donnèrent à cœur joie, les gauchistes prirent rapidement la fuite, et d'après un passant qui les croisa, ils avaient tous le visage, pour le moins, marqué. Une autre équipe de nihilistes, sortant du métro et voyant les camarades si maltraités, au lieu de venir prêter main forte , fit demi-tour et s'engouffra à nouveau à l'abri salvateur du souterrain qu'elle n'aurait jamais dû quitter.
Cette échauffourée, qui ne dura que quelques minutes, se solda par un blessé chez nous, et cinq chez nos agresseurs. De plus, nos amis restèrent maîtres du terrain. Nous voulons remercier les petites frappes trotskistes, CNT ou Red-skins de cette intéressante initiative qui permit à nos militants de renouer avec la vieille tradition des étudiants d'AF au quartier Latin. Mais la prochaine fois, par pitié, qu'ils ne fuient pas si vite pour que nos jeunes puissent finir le travail. Ah, j'oubliais, un "vieux" militant de cinquante-cinq ans qui passait par là prit part à la fête et au moins l'un des agresseurs en gardera longtemps un souvenir émouvant. Avis à ceux que ce type d'expérience tenterait : l'AF est chez elle au quartier Latin, comme partout en France, et tant pis pour ceux qui voudraient l'ignorer. ❑

Olivier Perceval

Session de formation en Bourgogne, conférence de Reynald Secher dans les Hauts-de-Seine et collage à Marseille

La France bouge !

Compte rendu de quelques événements survenus en province.

Génocide et mémoricide

❑ **Hauts-de-Seine** - Pour son dîner-débat annuel, la section des Hauts-de-Seine-Paris 17e a reçu le spécialiste de la guerre de Vendée, Reynald Secher. Une quarantaine de personnes ont répondu à l'invitation. Après nous avoir conté l'épopée vendéenne, l'orateur nous a révélé, suite à ses dernières recherches, que la planification du génocide qui frappa le peuple vendéen ne fut pas la conséquence d'actes individuels d'officiers sanguinaires mais une politique voulue et votée par le Comité de salut public. Cela confirme sa thèse sur la politique génocidaire de la Convention, publiée à la fin des années quatre-vingt, qui suscita des émois dans le monde universitaire et fit sa renommée. Après un débat fructueux, les convives se sont séparés en attendant les prochains rendez-vous avec impatience.

Session de formation

❑ **Bourgogne** - La session de formation organisée par le cercle des ducs de Bourgogne les 26 et 27 mars a été un franc succès. Un esprit studieux et une franche camaraderie ont été la clef de cette réussite. « *Notre force est d'avoir raison* », mais pour cela il faut alimenter sa pensée. Les militants ont été sensibilisés à l'histoire du mouvement et au droit d'inventaire que nous pouvons exercer dessus. Les grands concepts de la pensée maurrassienne ont été présentés et analysés. La discussion sur la pertinence de cette pensée aujourd'hui fut close sur l'idée que « le désespoir en politique est une sottise absolue ». De façon plus pratique, une formation juridique a été dispensée sur la conduite à tenir dans nos actions et dans nos rapports avec les agents de la Gueuse. Les discussions et les débats furent propice à affuter les intelligences. La présence d'amis de Paris et de Lyon a permis de créer des liens entre les sections et de partager l'expérience de chacun. Tous garderont de bons souvenirs et l'envie de se retrouver rapidement pour la France et pour le Roi.

Politique étrangère

❑ **Marseille** - Une vingtaine de militants d'AF et sympathisants patriotes identitaires s'étaient réunis le soir du 2 avril pour écouter Jacques Saint-Pierre et Michel Franceschetti traiter le sujet : "pour une politique étrangère nationaliste", à l'occasion de la réédition des œuvres de Jacques Bainville (dans la collection Bouquins), pour le soixante-quinzième anniversaire de son décès. Les orateurs ont alterné les interventions pour présenter la biographie de Bainville et sa vision de la géopolitique, avant de s'intéresser à la politique étrangère française sous l'Ancien Régime, car c'est cette politique-là, caractérisée par la prudence et le réalisme qui a forgé la France. Enfin, nous nous sommes demandé si Jacques Bainville serait allé en Libye, et avons analysé en quoi la politique du gouvernement était totalement dépourvue de cette prudence et de ce réalisme qui ont permis à la France de naître, de grandir, de survivre malgré les défaites, et de rayonner à travers l'Europe et le monde, grâce à des alliances jamais idéologiques, mais toujours pragmatiques, qui ne prennent en compte qu'un élément essentiel : le bien de la France.
Après les interventions, les militants sont intervenus pour poser des questions, demander des précisions et soulever certains problèmes. La soirée fut ainsi très enrichissante et chacun, un verre de vin à la main, put prolonger cet échange avec ses camarades, autour d'une bonne assiette de charcuterie. La réflexion s'accompagnant toujours de l'action pour les militants de l'AF Provence, nous avons évidemment terminé cette soirée par la pose de quelques autocollants dans les rues de Marseille. ■

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF
Stéphane Blanchonnet
Secrétaire général
Olivier Perceval
Secrétaire général adjoint
Romain Hellouin

Trésorier
Giovanni Castelluccio
Secrétaire administratif
Marie-Suzanne de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste de l'Aviath
Responsable opérationnel
François Bel-Ker

❑ **DIMANCHE 8 MAI**

Fête de Jeanne dArc

Retenez cette date : le dimanche 8 mai, à 9 h 30, participez au cortège traditionnel en l'honneur de Jeanne d'Arc. La veille, un banquet réunira les amis d'AF.

❑ **Samedi 7 mai : Banquet des amis d'AF** - Rendez-vous à 13 heures au restaurant Le Père Louis, 38 rue Monsieur le Prince, Paris 6e. Inscription : 30 euros ; étudiants et chômeurs : 25 euros. Réservation obligatoire (places limitées) ; chèques à l'ordre du CRAF, à adresser à Giovanni Castelluccio, CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

❑ **Dimanche 8 mai ; Cortège traditionnel en l'honneur de Jeanne d'Arc - Rendez-vous à 9 h 30 devant les marches de l'église de la Madeleine.**

» RENDEZ-VOUS

❑ **Paris** - Le vendredi 8 avril, une analyse de *L'Arbre, le Maire et la Médiathèque* d'Éric Rohmer (1993) sera présentée par Marc Savina, dans le cadre du cycle de formation "l'écologie intégrale". Rendez-vous à 19 h 30 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal, entrée libre).

❑ **Radio Courtoisie** - Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF, et François Marcilhac, éditorialiste à *L'Action Fraçaise 2000*, évoqueront la fête nationale de Jeanne d'Arc et l'Action Française sur *Radio Courtoisie* le mercredi 20 avril à 21 h 30, à l'invitation de Paul-Marie Coûteaux, dans le cadre de son *Libre Journal de la nuit* (rediffusion le vendredi 22 avril 21 h 30).

» INFORMATION

La réunion de printemps de France royaliste se tiendra à Nice le dimanche 10 avril, dans les salons du Grand Hôtel Aston, pour un déjeuner amical suivi par la conférence de Gérard Bedel, professeur de littérature latine à l'Institut catholique d'enseignement supérieur, consacré à l'étude comparative des décadences romaine et actuelle.
Après un survol de la civilisation antique, M. Bedel fera un parallèle entre la fin de l'Empire romain et notre époque troublée, en se demandant si les États comme la France et la civilisation occidentale sont menacés, comme le fut Rome, d'un rapide écroulement.

» DÉCÈS

Nous apprenons avec beaucoup de peine la mort , le jeudi 24 mars, de **Mme Françoise Dor**, épouse du valeureux combattant pour la vie le docteur Xavier Dor. Elle était toujours auprès de lui dans la gestion de l'association SOS-tout-Petits, le soutenant constamment. Nous nous souvenons de les avoir très souvent vus ensemble aux réunions de l'Institut d'Action française auquel ils étaient très fidèles. Les obsèques de Mme Françoise Dor ont eu lieu le 4 avril en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7e. La messe a été célébrée par Mgr Chauvet. Au docteur Xavier Dor, nous voulons dire combien nous nous sentons proches de lui dans cette épreuve et l'assurer de nos prières ferventes pour son épouse et l'œuvre magnifique qu'il conduit inlassablement.

❑ JEAN-MARIE LE PEN

« Tenu dans une armure rigide »

Jean-Marie Le Pen ne partage pas notre espérance monarchique, il nous l'a confirmé de vive voix. Il n'en demeure pas moins une personnalité marquante de la vie politique française. C'est pourquoi nous avons voulu revenir sur son parcours, alors qu'il vient de passer les rênes du FN.

❑ *L'Action Française 2000* – **Comment définiriez-vous vos rapports avecl'Action française ?**
Jean-Marie Le Pen – J'ai toujours eu d'assez bonnes relations avec l'Action française. Je l'ai même vendue sur le boulevard Saint-Michel, vers 1949, du temps où cela s'appelait *Aspects de la France* – à la suite, je pense, d'une persécution quelconque à l'égard des royalistes... J'ai vendu un numéro comportant un article de Charles Maurras, toujours détenu dans les prisons de la République. J'ai connu alors Pierre Boutang, Gilbert Comte, Robert Place... Président de la Corpo de Droit, j'étais apolitique statutairement, mais cela ne m'empêchait pas d'avoir des sympathies. Tous les anti-communistes, de l'AF au RPF, se réunissaient à la Corpo. Les communistes étaient tout-puissants à l'époque : le président de la FGEL, la Corpo de Lettres, était alors Jean-Marie Lustiger – la FGEL était déjà bolcho.

L'heure de la démocratie

❑ **Malgré la fréquentation de maurrassiens, vous vous dites républicain...**
Je ne pose même pas la question. Les institutions sont républicaines ; je fais de la politique dans la République. Il n'y a d'ailleurs pas de député royaliste. Xavier Vallat ne se définissait même pas comme tel. Le dernier fut Léon Daudet. J'entends Briand affirmer à la tribune de l'Assemblée : « *Je n'ai pas d'exclusive contre personne car je suis très large.* » Daudet lance alors : « *Pour un con, c'est pas une qualité !* »
À ce jour, il n'y a plus aucune monarchie. Si le roi ne dirige pas, si c'est une potiche comme en Angleterre, à quoi bon ? Peut-être reste-t-il le Maroc et la Thaïlande... L'évolution des temps semble démocratique. À tort ou à raison. Je pense, comme Churchill, que la démocratie est un très mauvais système, mais je n'en connais pas d'autre. J'éprouve du respect et de la piété pour les rois qui ont fait la France. La monarchie a joué son rôle de constructeur et de fédérateur. Mais je crois, hélas, que c'est terminé : dans le monde entier, les systèmes politiques sont désormais électifs. Les gens ne supportent plus des règnes interminables (soixante-douze ans pour Louis XIV, soixante-huit ans pour François-Joseph, ou même cinquante-huit ans pour Elizabeth II d'Angleterre).

❑ **Vous venez du Morbihan, une terre royaliste, le berceau de Cadoudal. Comptez-vous des ancêtres chouans ?**
Ah, Cadoudal, « *la grosse tête ronde* » ! Dans ma famille, il y a le chef de paroisse de Baden qui était aussi celui de Georges. Mais j'hérite également d'une tradition républicaine par une autre partie de ma famille originaire du Nord du Morbihan – la région de Guémené-sur-Scorff.
J'ai été aux deux écoles, celle du vicaire et celle de l'instituteur. J'ai quitté la première pour des raisons d'efficacité : le vicaire était seul à s'occuper de nous, souvent appelé ailleurs, notamment pour porter le bon Dieu aux mourants. J'ai suivi un copain à l'école laïque, et mon père a dit : « *Puisqu'il a voulu y aller, il n'a qu'à y rester !* » Ce qui ne m'empêchait pas d'avoir une mère très pieuse... Dans des classes de cinquante élèves, nous avions comme instit un géant borgne de la Grande Guerre qui nous apprenait des chansons patriotiques au violon. J'appartenais par mon père au milieu maritime, plus représenté à l'école républicaine, alors animée par le goût de l'étude ; une véritable émulation régnait.
Mon père avait été engagé comme mousse chez les cap-horniers en Angleterre à l'âge de treize ans et il plaçait pour moi l'école au-dessus de tout. Il voulait que je fasse des études. À cet effet, quand j'étais petit garçon, je plaçais l'argent qu'on me donnait à la Caisse d'Épargne. Mon père m'envoie chez les jésuites à Vannes parce que cet établissement a la meilleure réputation. La discipline est rigoureuse. C'est le XIXe siècle, on porte l'habit à la française. Je suis mes études dans le même endroit que le jeune Cadoudal en son temps.
Après le décès de mon père, ma mère allait à la messe tous les matins et au cimetière tous les après-midis... Après mon bref passage au maquis de Saint-Marcel, j'ai seize ans, l'école ne me parle plus, et, à Saint-Louis, ils me mettent à la porte en me déclarant tout à trac que ma mère est morte. Ils sont lâches. Ils mentent. Pour moi, c'est l'horreur ! Rupture avec l'Église. De toute façon, j'étais devenu un contestataire. Je ne supportais plus la discipline du collège. Le monde venait de basculer ; j'étais dans ce basculement et eux pas. C'étaient de vieux curés qui n'avaient rien compris. Premier geste politique, j'écris deux affiches vengeresses contre les pseudo-résistants de la dernière heure, les samizdats.

Nation et République

❑ **La "geste" politique de Jean-Marie Le Pen commence donc en 1944. S'est-elle achevée en 2011 en passant le témoin à Marine ?**
Ah mais non ! Je fais toujours de la politique. Je suis invité à la télévision, à la radio. Je siège à tous les organes du FN avec voix délibérative. Je m'astreins, sans difficulté d'ailleurs, à la discrétion puisque je ne suis plus le président. Je laisse mon successeur remplir sa mission, et faire son expérience. Assumer. Vous savez, diriger une formation nationale, c'est s'exposer à beaucoup de coups. On n'acquiert pas de carapace solide, si on ne prend pas des coups.
Ma fierté ? C'est d'avoir maintenu un tel parti. Ce n'est pas un succès complet parce que nous n'avons pas été au pouvoir, pour changer les choses si tant est qu'elles soient changeables encore aujourd'hui, mais nous avons essayé de créer la force capable de le faire. Et cela dans une atmosphère totalement hostile. On a dû quand même freiner la décadence, l'évolution vers l'Europe et l'immigration massive. En politique, il n'y a que l'inaction qui soit criminelle : toute action est porteuse de réaction ; elle exerce une influence. Et cette influence, nous l'avons exercée dans le sens de la défense des valeurs de la nation – beaucoup plus que de la "république".
Être républicain, ce n'est pas dire une fois « *vive la République* » : c'est militer en faveur du régime et en glorifier les institutions – ce que je ne fais pas ; et que Marine ne fait pas. Il y a entre elle et moi des nuances stratégiques. Marine dit que l'expansion du FN a été freinée quelquefois par des imprudences de langage ou des pétitions de principe provocatrices ; elle pense qu'il n'est pas nécessaire de procéder toujours à front contre front. Je ne suis pas de la même génération, je n'ai pas le même passé. Je suis tenu par des solidarités que je ne peux pas rompre, qui sont celles de la guerre, qui datent de mon père, des copains d'Indochine et d'Algérie, des Pieds-noirs. Je suis tenu dans une certaine armure rigide. Marine est beaucoup plus libre. Cela lui ouvre une audience qu'on m'a souvent refusée. Lorsqu'elle a parlé à *France Inter*, il y a quelques jours, 2 500 adhésions ont été enregistrées *via* le net dans la journée. Jamais le Front national n'a été annoncé si haut, à un an de l'élection présidentielle, inquiétant du même coup toute la classe politique. Or ce sont des gens capables de tout.

❑ **À quel moment, selon vous, le FN de Jean-Marie Le Pen a-t-il frôlé le pouvoir ?**
Jamais. En 1986, nous n'avons que trente-cinq députés, sur plus de cinq cent cinquante, dont cent cinquante communistes Que voulez-vous que l'on puisse faire alors ? Et puis, en 2002, je suis au second tour, mais à quel prix ? Pour Marine, je redoute tout. Regardez l'affaire Boulin. Pourquoi a-t-il été tué ? Un gaulliste qui allait devenir Premier ministre sous Giscard ! En 2002, je ressens tout de même une certaine angoisse au soir du premier tour : je n'exclus pas la victoire ; on ne pouvait pas exclure un raz-de-marée populiste contre Chirac au second tour. Mais tout a été fait pour endiguer la poussée du FN.
Maintenant, tout va dépendre de la conjoncture, du flot d'entrée des immigrés dans les mois qui viennent, après les événements d'Afrique du Nord. Tout dépend aussi du bord politique de l'adversaire de Marine, de gauche ou de droite. Il y a de toute façon une crise identitaire en France, dont le destin a toujours traversé des épisodes providentiels. Même si la situation apparaît désespérée, il faut croire à l'embellie.

Cinq mesures

❑ **Si Marine était élue, quel rôle aimeriez- vous jouer ?**
Je n'y pense même pas. Sans doute un rôle de conseiller... Mais il n'est pas sûr que cette élection soit acceptée par le monde actuel. Cela peut déclencher bien des remous. Une partie de l'administration peut tout de même se rallier. Des alliés encore inconnus pourraient se dévoiler. Les journalistes sont toujours stupéfaits lorsqu'ils voient des Français d'origine immigrée venir me saluer... Ceux-ci ont déjà fait le choix de la France. Mais pour être français, encore faut-il que cela soit utile, agréable et honorable. Une acception majorative donc. Le drame de notre pays est tout autant dans l'immigration mal contrôlée que dans l'émigration de nos élites.
Face à la pénétration étrangère, la première chose à faire, c'est de rétablir nos frontières et la structure nationale. Non pas que cela soit idéal, mais c'est comme la démocratie, je ne vois pas autre chose. Il ne peut pas y avoir de solidarité sociale sans cadre national. On ne peut pas pratiquer de solidarité avec l'ensemble du monde dont le niveau de vie est le dixième du nôtre. Donc, il faut : rétablir des douanes et des douaniers ; supprimer le droit du sol ; supprimer la double nationalité ; réduire massivement le droit d'asile ; réduire massivement le regroupement familial.
Le gouvernement de salut public qui prend ces cinq mesures fait changer la donne. Cela se répercutera évidemment dans toute l'Europe... Sous peine de mort, notre société décadente va comprendre la nécessité d'un appel à la rigueur, à la droiture. Marine aura peut-être l'occasion de rencontrer cette énorme responsabilité que j'ai ressentie en 2002 le soir du premier tour. Je me suis dit : « *Et si tu deviens président de la République finalement ?* » J'ai pensé à Pierre Mauroy en 1981 qui, nommé à Matignon, a envoyé quelqu'un acheter le *Que sais-je ?* sur le Premier ministre – le pouvoir ce n'est pas si évident que cela. Mais il faut y aller et Marine est prête. ■

Propos recueillis par Marc Savina

Édité par PRIEP S.A. au capital de 59 880 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0415I86761 – Directeur de la publication : M.-G. Pujo